JOURNAL
DES
ÉCONOMISTES

EXTRAIT
Nouvelle édition augmentée

LE MANIFESTE DES " KULTURKRIEGER "

APPEL AUX NATIONS CIVILISÉES

1°. *Lettre de MM. Yves Guyot et Daniel Bellet à M. Lujo Brentano, professeur d'Économie nationale à Munich.* — 2° *Réponse de M. Lujo Brentano.* — 3° *Réplique de MM. Yves Guyot et Daniel Bellet.* — 4° *Accusé de réception de M. Georges Blondel à M. Lujo Brentano,*

ÉPILOGUE : *Nouvelle lettre de M. Lujo Brentano.* — *Derniers mots de MM. Yves Guyot et Daniel Bellet.*

APPENDICE

1° *Texte et signatures du Manifeste des « Kulturkrieger ».* — 2° *Procédés de guerre allemands.* — 3° *La justice austro-hongroise et le* procès du docteur Friedjung. *par M. H. W Steed.*

PARIS
LIBRAIRIE FÉLIX ALCAN
MAISONS FÉLIX ALCAN ET GUILLAUMIN RÉUNIES
108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 108

LIGUE DU LIBRE-ÉCHANGE

Siège social : Bureaux du *Journal des Économistes*,
108, boulevard Saint-Germain.

PARIS

Fondée sous la *présidence d'honneur* de MM. G. DE MOLINARI, correspondant de l'Institut ; F. PASSY, de l'Institut ; E. LEVASSEUR de l'Institut ; Marc MAUREL, négociant ; Ed. AYNARD, député, banquier.

Président : M. Yves GUYOT, 95, rue de Seine, Paris. — Tél. Fleurus 08-19.

Vice-Présidents MM. SCHELLE, ancien Président de la Société de Statistique ; BIARD D'AUNET, ministre plénipotentiaire honoraire ; James HENNESSY, député, négociant ; Lucien VAQUEZ, industriel.

Trésorier : M. JOUANNY, ancien industriel.

Trésorier adjoint : M. Paul RENAUD, ingénieur-conseil.

Secrétaires adjoints : MM. G. PATUREL, industriel, expert en douanes, conseiller du commerce extérieur ; Raymond THOMAS.

Secrétaire général : M. Daniel BELLET, professeur à l'École des sciences politiques, Maisons-Laffitte. — Téléphone 25.

EXTRAITS DES STATUTS

ARTICLE PREMIER. — La Ligue du Libre-Echange a pour objet de répandre les principes du Libre-Echange et d'en poursuivre l'application.

ART. 3. — Elle comprend :

1° Des membres perpétuels ; 2° des membres titulaires ; 3° des membres adhérents.

Pour être admis, les divers candidats doivent en manifester par écrit le désir au Bureau qui prononce à la majorité sur cette admission.

ART. 4. — Pour les membres perpétuels, la cotisation est de 500 francs, payable en un ou plusieurs versements.

Pour les membres titulaires, elle est au minimum de 20 francs.

Elle est au minimum de 5 francs pour les adhérents.

Les associations et sociétés peuvent devenir membres de la Ligue.

Tout membre en retard de deux années sur sa cotisation ou son versement pourra être rayé par le Bureau.

Envoyer les adhésions à M. DANIEL BELLET, *secrétaire général, à Maisons-Laffitte (Seine-et-Oise), avec le montant de la cotisation (chèque, mandat ou bon de poste), au nom de M. Jouanny, trésorier, à Paris.*

LE MANIFESTE DES " KULTURKRIEGER "

AUX NATIONS CIVILISÉES

On sait que les universitaires, les « représentants de la science et de l'art allemands », au nombre de quatre-vingt-treize, ont lancé un *appel aux nations civilisées.* On l'a surnommé *le manifeste des Kulturkrieger.* (Le mot Krieger veut dire guerrier.) Parmi les signataires se trouve M. Lujo Brentano. MM. Yves Guyot et D. Bellet lui ont adressé la lettre ci-dessous, qui a d'abord paru dans la *Gazette de Lausanne* :

Paris, le 15 octobre 1914.

Monsieur Lujo BRENTANO, professeur d'économie politique à l'Université de Munich, Mandelstrasse, Munich.

Monsieur le Professeur et très savant collègue,

En lisant l'*Appel aux nations civilisées* (dont évidemment la France n'est pas) que viennent de lancer quatre-vingt-treize personnages qui se déclarent représentants de la science et de l'art allemands, nous n'avons pas été étonnés d'y trouver la signature de M. le professeur Schmoller.

Il avait déjà montré sa haine pour la France en refusant de venir aux fêtes organisées, il y a un peu plus de deux ans, pour célébrer les soixante-dix ans de la Société d'économie politique de Paris (fêtes où nous avons été heureux de votre présence et de celle de votre collègue, M. Lotz). Dans son discours de rectorat à l'Université de Berlin en 1897, il avait déclaré que la science allemande n'avait pas d'autre objet que de célébrer les messages impériaux de 1881 et de 1890; et il avait signalé que tout disciple d'Adam Smith qui ne voulait pas en faire la servante de cette politique « devait renoncer à sa chaire ».

Mais nous avons éprouvé une douloureuse surprise quand nous avons trouvé au bas de ce factum votre nom accolé au sien.

Vous et les autres représentants de la science et de l'art allemands, vous accusez de mensonge la France, la Grande-Bretagne, la Belgique, la Russie. Auriez-vous toléré, de la part d'un de vos élèves, une imputation aussi grave si légèrement lancée?

En admettant que vous soyez dans une ignorance complète des documents publiés depuis la déclaration de guerre, vous avez connu

l'ultimatum lancé par l'Autriche à la Serbie. Il a dû vous frapper d'étonnement : car il constitue une pièce diplomatique unique dans l'histoire.

Est-ce que vous ne vous êtes pas demandé si les exigences de l'Autriche ne dépassaient pas toute mesure puisqu'elles exigeaient l'abdication d'un État indépendant? Vous avez appris que si humble que fût la réponse de la Serbie, comme elle contenait toutefois une réserve, aussitôt, sans discussion, l'ambassadeur d'Autriche-Hongrie avait quitté Belgrade et que le surlendemain, l'Autriche avait déclaré la guerre. Vous n'ignorez pas les démarches de la Grande-Bretagne et de la France, la demande d'ajournement de la Russie et la réponse du chancelier allemand « que nul ne devait intervenir entre l'Autriche et la Serbie ». Il appelait élégamment cette attitude : « localiser le conflit ».

Y a-t-il un seul des signataires du document des intellectuels qui ait pu croire; avez-vous pu croire, vous, M. Brentano, d'un esprit si fin et si perspicace, que cette réponse n'avait pas la guerre comme conséquence fatale? car toute nation qui l'aurait acceptée était certaine d'être traitée, dans l'avenir, par l'Allemagne, comme la monarchie austro-hongroise traitait la Serbie.

Comment donc, connaissant le prétexte initial de la guerre, pouvant apprécier qu'il n'y a d'autre relation entre cette cause et les effets produits, que la volonté de ceux qui l'ont exploitée de provoquer ou une humiliation déshonorante pour les pays qui auraient accepté cette situation ou une conflagration générale, vous et les signataires de votre factum, osez-vous dire : « Il n'est pas vrai que l'Allemagne ait provoqué cette guerre? »

Vous osez parler des preuves tirées de documents authentiques. On connaît ceux qui ont été publiés par la Grande-Bretagne, la Belgique, la Russie. Tous concordent; et ils donnent la preuve que l'ultimatum austro-hongrois a été lancé avec la complicité de la chancellerie de Berlin. Ils donnent encore la preuve que l'ambassadeur allemand à Saint-Pétersbourg, craignant un recul de l'Autriche-Hongrie, a précipité les événements tandis que votre empereur se maintenait introuvable.

Pendant ce temps, votre état-major avait, sous main, mobilisé une partie de ses troupes, par appel individuel, quand en France, nous attendions, ne pouvant nous imaginer que le gouvernement allemand avait résolu d'engager sans motif une guerre européenne. On a trouvé dans les carnets de vos réservistes des convocations les appelant bien avant fin juillet. Notre ami et collègue Courcelle-Seneuil a vu le livret militaire d'un Allemand résidant en Suisse, à Bex, contenant cet appel.

On a arrêté au Cap des correspondances officielles qui auraient dû

atteindre en temps certain des officiers de marine allemands, et qui les avertissaient de se préparer dès la mi-juillet. Cette avance prise par vos troupes a rendu la tâche d'autant plus difficile pour les nôtres Nous avons été naïfs, puisque nous avons cru aux affirmations de vos hommes d'État. Vous déclarez que ce sont des procédés de bonne guerre, soit! Cela fait partie de la morale diplomatique léguée par Bismarck à ses successeurs. Mais pour essayer de continuer ce mensonge, vous n'avez plus l'excuse de l'utilité. Il est connu de tous, sauf, paraît-il, des représentants de la science et de l'art allemands, assez dépourvus de perspicacité pour l'ignorer.

Ils affirment encore que l'Allemagne n'a pas violé la neutralité de la Belgique : elle s'est contentée de « prendre les devants ». En dehors des preuves authentiques publiées, nous appelons votre attention sur un fait indéniable. Confiants dans le traité garantissant la neutralité de la Belgique, au bas duquel se trouvait la signature de l'Allemagne ; dans la parole donnée il y a peu de temps au roi de Belgique par votre empereur, nous avions laissé malheureusement notre frontière du nord dégarnie. Vous devez savoir également, Monsieur le professeur, que les Anglais n'ont agi qu'après la violation effective du sol de la Belgique. Il est vrai que nous connaissions le plan de campagne exposé par votre général Bernhardi, mais nous avions la naïveté de croire que si telle était l'opinion d'un général, le chancelier de l'Empire considérait qu'un traité, portant la signature impériale, était autre chose qu'un « chiffon de papier ».

L'Allemagne a également forfait à sa signature en violant le traité de neutralité du Luxembourg. Vous avez omis d'affirmer que, là aussi, vous n'avez fait que prendre les devants.

Votre factum se fait l'écho de journaux allemands qui affirmen que ce sont les Belges, et en particulier les femmes, qui ont « *commencé* contre vos troupes ». Un journal américain a répondu en disant : « Si ce sont les femmes belges qui ont attaqué les soldats allemands sur le sol de la Belgique, qu'est-ce donc que ces soldats faisaient sur le sol belge? » La vérité est que vos troupes, obéissant aux officiers, comme le prouvent des papiers que l'on a pu saisir et que vous trouveriez cités dans le rapport de la Commission belge au président Wilson, ont mis à exécution des ordres qui semblent inspirés par les inscriptions féroces des rois assyriens, exhumées sans doute sur la ligne du chemin de fer de Bagdad ; et vous, vous trouvez tout naturel que l'on ait massacré et brûlé à Louvain, parce que la population civile aurait tiré contre vos troupes ; mais une enquête faite de compte à demi avec les représentants des États-Unis (que vous daignez estimer assez pour leur demander de représenter vos ressortissants) a prouvé que la population civile était désarmée. Si vous approuvez aujourd'hui

l'incendie de la Bibliothèque de Louvain, avez-vous approuvé jusqu'ici les incendiaires de la Bibliothèque d'Alexandrie? Il est vrai qu'ils n'avaient pas la *deutsche Kultur*. Le résultat militaire de la culture allemande place vos soldats dans un stade de civilisation antérieur à celui des Vandales qui, lors de la prise d'Hippone, épargnèrent la Bibliothèque.

A Paris, si l'un de nous était passé, vendredi 9 octobre, rue d'Edimbourg, en face du numéro 24 en se rendant à un bureau de la Société d'économie politique situé au numéro 14, il aurait pu être assassiné par une bombe lancée par un de vos *Tauben*, sur la population civile d'une ville dont le bombardement n'a pas été notifié. Un autre *Taube* provoquait, à l'aide d'une bombe, un commencement d'incendie de l'église Notre-Dame, et on ne peut invoquer pour cet attentat le prétexte avancé pour excuser la destruction de la cathédrale de Reims. Aucun observateur n'aurait pu apercevoir du haut de ses tours un soldat allemand.

Vos cosignataires et vous, vous vous indignez parce que le monde civilisé traite vos troupes de barbares. Considérez vous donc que ces actes soient une haute expression de la civilisation ? Et voici le dilemme : ou vous les ignorez, alors vous êtes bien légers ; ou vous les approuvez, alors vous devez en faire l'apologie dans vos livres de morale et de droit.

Vous ne feriez que suivre les théories de vos auteurs militaires qui ont déclaré la nécessité d'épouvanter la population civile, afin de aire peser sur son gouvernement et sur son armée une terreur telle qu'ils soient forcés de demander la paix.

Mais si ceux de vos collègues qui professent la psychologie ont approuvé cette théorie, ils doivent avouer aujourd'hui qu'ils ont commis une grossière erreur; car de tels actes, loin de pousser à la lâcheté, provoquent l'indignation de tous et exaltent le courage de nos soldats.

Toutefois, vos auteurs militaires n'ont pas dit que le vol était un moyen d'assurer la victoire. Cependant le kronprinz, votre empereur de demain, a cueilli au château de Baye des objets de collection en métal précieux et les a précieusement fait emballer et expédier[1].

---

1. La *Gazette de Lausanne* à publié, à propos de ce passage, une note ainsi conçue :

« Nous avons publié, dans notre numéro du 7 octobre, à propos de cette accusation, portée par la baronne de Baye contre le kronprinz allemand, la lettre suivante :

« Berne, 5 octobre.

« Messieurs,

« Dans la *Gazette de Lausanne*, numéro 268, vous avez reproduit un « télégramme de Bordeaux accusant le prince héritier d'Allemagne d'avoir

On a trouvé des malles de vos officiers pleines d'objets qui constituaient des fonds de marchandes à la toilette.

Vous et vos cosignataires, représentants de la science et de l'art allemands, y comprenez-vous la science et l'art du cambriolage? Les professeurs de droit et les économistes comme vous font-ils l'apologie de cette manière d'acquérir la propriété? Et s'il en est ainsi, que devient votre code pénal?

Vous et vos cosignataires vous affirmez que la lutte actuelle est dirigée « contre la culture allemande ». Si cette culture enseigne que le droit des gens comporte le mépris des traités, le mépris de la propriété privée, le mépris de la vie des non-combattants, vous ne devez pas être étonnés que les autres nations ne désirent pas la conserver à votre profit et à leur détriment.

Ce n'est point par les armes, mais par les arguments et les faits que les économistes comme nous, fidèles à l'école des Physiocrates et d'Adam Smith, nous avons essayé de nous protéger contre elle. A la veille de la guerre, à l'inauguration du monument de Turgot, nous opposions ses idées de liberté et d'humanité à la *Realpolitik* germanique. Nous espérons que les événements actuels guériront ceux de nos professeurs qu'elle avait contaminés et qu'ils cesseront de se faire les complices de cette forme de pangermanisme qu'ils ont introduite dans l'opinion et dans la législation. Les actes de vos diplomates et de vos généraux et l'approbation que vous et les autres représentants de la science allemande, vous leur donnez, sont une démonstration terrible, mais décisive, des dangers et de la vanité de la culture allemande. Vous en êtes les propres destructeurs.

« Sans notre militarisme, dites-vous, notre civilisation serait anéantie depuis longtemps. » Et vous invoquez l'héritage de Gœthe, de Beethoven et de Kant. Mais Gœthe, né dans la ville libre de Francfort, vécut à la cour de Charles-Auguste, à Weimar, qui était un centre de libéralisme et d'art toujours menacé par la Prusse. Mais

---

« volé des bijoux, etc., etc., au château de la baronne de Baye, à Champaubert.

« Auriez-vous l'obligeance de constater que d'après vos propres nouvelles, l'armée du prince héritier s'est battue aux environs de Verdun et dans les Argonnes. Or, Champaubert et le château de Baye se trouvent au nord de Sézanne, c'est-à-dire à plus de 100 kilomètres des champs de bataille de l'armée du kronprinz.

« Veuillez agréer, etc.

« Romberg,
« *Ministre d'Allemagne.* »

Il est possible que le kronprinz ne soit pas l'auteur de ce vol. Mais le vol a été exécuté par un personnage d'une haute qualité.

Beethoven, d'origine flamande, demeuré à Bonn jusqu'à l'âge de vingt-quatre ans, ayant passé le reste de sa vie à Vienne, n'a rien de commun avec le militarisme prussien, si redoutable à l'Autriche. Mais Kant, s'il est né et a vécu à Kœnigsberg, la vraie capitale du royaume de Prusse, a salué la Révolution française; et, quand il mourut en 1804, ce n'était point le militarisme prussien qui avait recommandé son œuvre à l'étude du monde.

La solidarité que vous établissez entre le militarisme allemand et la culture allemande, dont vos collègues et vous vous déclarez les représentants, est la preuve de la confusion des conceptions allemandes.

Pour présenter au monde Gœthe, Beethoven et Kant, vous les entourez de baïonnettes. De même chaque industriel et chaque négociant allemand a pris l'habitude de dire : « J'ai quatre millions de baïonnettes derrière moi ! » Votre Kaiser disait à des industriels qui se plaignaient du malaise des affaires : « Il faut que je voyage ! » Et il allait à Constantinople, il allait à Tanger après le discours de Brême. Dans chacune de ses paroles, dans chacun de ses gestes, il affirmait la subordination de la civilisation économique à la civilisation guerrière. Il considérait qu'il devait ouvrir des débouchés à coups de canon et affirmer la valeur des produits allemands à la pointe de son épée. De là ses armements formidables, ses menaces perpétuelles qui tenaient toutes les nations dans un état d'inquiétude permanent. La cause profonde et véritable de la guerre, la voilà ! et elle appartient tout entière à votre Kaiser et à son entourage.

Que la plupart des représentants de la science et de l'art allemands, signataires du factum, soient incapables de la dégager, nous le comprenons; mais il n'en est pas de même de vous, vous qui avez dénoncé les abus et les conséquences du protectionnisme allemand; et nous nous rappelons qu'au congrès d'Anvers, vous étiez d'accord avec nous, pour en reconnaître le caractère agressif.

Nous vous prions de croire à l'expression des sentiments de haute considération que nous avons pour votre science jusqu'ici si sûre.

Yves Guyot,
Rédacteur en chef du Journal des Économistes.

D. Bellet,
Professeur à l'École des sciences politiques et à l'École des Hautes Études commerciales.

(*Gazette de Lausanne*).

Réponse de M. Lujo Brentano.

M. Lujo Brentano, professeur d'économie politique à l'Université de Munich, a répondu par la lettre suivante à celle que lui avaient adressée MM. Yves Guyot et D. Bellet et qui avait paru dans le *Journal des Economistes*.

Munich, le 24 octobre 1914, Mandelstrasse, 5.

Messieurs YVES GUYOT, ancien ministre du Commerce[1] de la République française, et rédacteur en chef du *Journal des Economistes*;
Et Daniel BELLET, professeur à l'Ecole des sciences politiques et à l'Ecole des Hautes Etudes commerciales, à Paris.

Messieurs,

Je n'ose plus vous adresser « chers confrères », titre qui, jusqu'ici, était en usage dans nos relations comme parmi tous les économistes de la France. Car c'est vous-mêmes qui ne me donnez plus ce nom dans la lettre, pour moi si douloureuse, que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser.

Votre lettre est douloureuse pour moi par la passion qui vous aveugle; cet aveuglement est si grand que je me suis demandé si je devais y répondre. Mais puisque vous avez publié votre lettre avant même qu'elle me fût parvenue, je me vois contraint — ne voulant pas que mon silence soit mal interprété — d'entreprendre cette tâche pénible, et je vais vous répondre point par point.

Vous avez lu l'*Appel aux nations civilisées*, que j'ai signé, de même que quatre-vingt-douze autres représentants de la science et de l'art allemands. Mais pourquoi dénaturez-vous le sens de notre appel dès les premières lignes, en ajoutant aux mots « nations civilisées » la parenthèse « dont évidemment la France n'est pas »? Ayant adressé notre Appel également en langue française aux Français, vous semblez, par votre parenthèse, vouloir éveiller le soupçon que c'est nous qui dénions à la France le caractère de « nation civilisée ».

Mais ce n'est que le début; toute la suite est de même.

Dans votre seconde phrase, vous appuyez votre très juste supposition que la signature du professeur Schmoller, de Berlin,

1. C'est une erreur, M. Yves Guyot a été ministre des Travaux publics.

ne manquerait pas sous notre appel, sur une assertion qui m'a causé le plus vif étonnement, vu les faits qui ne vous sont pas inconnus. Vous avez la raison de la signature de M. Schmoller dans « sa haine pour la France », qu'il avait démontrée « en refusant de venir aux fêtes organisées il y a un peu plus de deux ans pour célébrer les soixante-dix ans de la Société d'économie politique de Paris ». Mais le professeur Schmoller est très souffrant depuis des années; sa santé exige depuis longtemps qu'il s'abstienne de toutes festivités. C'est pourquoi il avait envoyé à sa place son successeur à l'Université de Berlin, le professeur Herkner. Cela vous est parfaitement connu puisque, dans l'extrait publié par vous-mêmes dans le *Journal des Economistes* du 15 juin 1912, vous avez reproduit à la page 21 le discours de M. Herkner, qui commence par les paroles suivantes : « Le président du *Verein für Sozialpolitik*, M. Gustave Schmoller, regrette vivement que son grand âge et son état de santé ne lui aient pas permis de venir à Paris. Il m'a chargé de vous remercier en son nom de l'aimable invitation que votre société a bien voulu adresser au bureau du *Verein für Sozialpolitik*, et de vous dire qu'il accompagne notre réunion de ses meilleurs vœux. ».

Après ce que je viens de citer, on ne saurait être surpris par ce qui suit : Vous faites dire à Schmoller dans son discours de recteur du 15 octobre 1897 « que la science allemande n'avait pas d'autre objet que de célébrer les messages impériaux de 1881 et 1890; et il avait signalé que tout disciple d'Adam Smith qui ne voulait pas en faire la servante de cette politique devait renoncer à sa chaire ». Lorsque je lus ces lignes, je crus rêver. Dès le premier jour que la politique sociale allemande fut inaugurée par le message de 1881, je me déclarai adversaire de l'assurance obligatoire des ouvriers dans une brochure intitulée *Der Arbeiterversicherungszwang, seine Voraussetzungen und seine Folgen* (Berlin 1881, Verlag von Karl Habel). Néanmoins, en 1882, je fus appelé (grâce à la recommandation de Schmoller même) à devenir son successeur à l'Université de Strasbourg. Serait-ce vraiment possible que le même homme aurait écrit en 1897 qu'un professeur d'économie politique, qui ne voudrait pas abaisser sa science et en faire la servante de la politique impériale, devait renoncer à sa chaire? Ne me souvenant plus du texte du discours inaugural, tenu par Schmoller en 1897, j'ai ouvert le *Jahrbuch für Gesetzgebung und Volkswirtschaft*, et j'y ai trouvé (vol. 21, page 1407) le passage suivant : « L'indépendance garantie aux professeurs des universités par notre constitution et notre droit administratif, résultat heureux de notre constitution universitaire,

rend possible aux représentants des sciences politiques de se sentir indépendants, tant du gouvernement que des opinions populaires, indépendants de la droite comme de la gauche ». Donc, Schmoller dit juste le contraire de ce que vous lui faites dire; et de même que ce que vous lui mettez dans la bouche au sujet du rapport de la science allemande avec les messages impériaux de 1881 et 1890, a un tout autre sens que celui que vous lui prêtez. Nous lisons : « Toutes les grandes acquisitions idéales de l'humanité, le christianisme, le développement du droit pendant des milliers de siècles, les devoirs moraux du pouvoir politique, comme il s'est développé surtout en Allemagne et en Prusse, nous montrent le chemin de la réforme qui nous a été indiquée par les messages impériaux de 1881 et 1890. La science allemande n'a rien fait qu'essayer d'établir les causes de ces antiques postulats éthiques-religieux et légaux-politiques, et de prouver d'une manière exacte leur vérité. »

Après ce début de votre lettre dont, vu les faits, je laisse sans commentaire le jugement au lecteur, vous vous adressez directement à moi.

Vous vous indignez de ce que j'ai protesté contre les mensonges et les calomnies par lesquels les ennemis de l'Allemagne cherchent à salir sa cause dans la terrible guerre qui lui a été imposée. En même temps, vous avez l'amabilité de croire que je n'avais pas connaissance des documents diplomatiques publiés dès le commencement des hostilités; c'est encore bien aimable à vous de supposer que j'ai lu, au moins, l'ultimatum de l'Autriche à la Serbie.

Vous avez raison de dire que le langage de cet ultimatum est fort; nous tous avons pensé de même, en lisant que l'Autriche voulait, à l'occasion de l'enquête sur l'assassinat de l'archiduc héritier et sa femme, y faire participer ses propres fonctionnaires. Mais aujourd'hui que le procès des assassins de l'archiduc a prouvé que le crime a été préparé en Serbie, avec connaissance des autorités serbes, on comprend que le gouvernement d'une grande puissance ne pouvait pas demander moins, à moins de devenir un objet de dérision par son consentement à une farce: car le procès, sans la participation des autorités autrichiennes, n'eût pas été autre chose.

Ce que vous écrivez sur la situation de l'Allemagne, sur son désir de prendre le conflit austro-serbe pour prétexte d'une guerre contre la Russie et la France, et surtout ce que vous dites sur l'activité de l'ambassadeur d'Allemagne à « Petrograd », est tellement en contradiction à tous les faits que je ne peux me

l'expliquer que par la supposition que les dépêches échangées non seulement à la fin de juillet et au commencement d'août entre Berlin et les gouvernements russe, français et anglais, mais aussi les documents non-allemands qui ont été publiés depuis, ont été scustraits à la connaissance du public français.

Je vous renvoie, par exemple, au rapport que le chargé d'affaires belge à Petrograd, témoin dont vous, Messieurs, ne mettrez certainement pas en doute l'impartialité, a adressé le 30 juillet au cabinet de Bruxelles. Ce rapport prouve avant tout que « l'Allemagne s'est efforcée ici (à Petrograd) aussi bien qu'à Vienne de trouver un moyen quelconque d'éviter un conflit universel ». Il prouve, en outre, que le parti de guerre russe, qui voulait à tout prix le conflit, l'emporta dès que la coopération d'une flotte lui fut assurée par la promesse de l'assistance de l'Angleterre. Finalement, il prouve, avec toute la clarté compatible avec la politesse traditionnelle de la diplomatie, que les assurances russes au sujet de la mobilisation à la frontière allemande étaient contraires à la vérité, et que la lenteur de la Russie à déclarer la guerre n'avait que le but de gagner du temps pour les derniers préparatifs C'est aussi pourquoi l'adversaire le plus acharné de notre gouvernement, la démocratie socialiste, l'a, en raison de ces faits, absout unanimement de l'accusation d'avoir voulu cette guerre. Comparez l'article de Hugo Pœtzsch *Der Krieg und die sozialdemokratische Presse*, dans le numéro 18 des *Sozialistische Monatshefte.* On lit : « En tant que les journaux socialistes discutent la question de la culpabilité, ils reconnaissent tous, sans réserve, que le gouvernement n'a pas voulu cette guerre, qu'il a fait tout son possible pour l'éviter jusqu'au dernier moment, malgré toutes les fautes qu'il a commises durant les dernières années. »

Et finalement, vous apportez vous-même une preuve que la guerre était inattendue pour le gouvernement allemand. Tandis que des journaux français se sont moqués de l'attitude pacifique de l'empereur allemand en le surnommant Guillaume-le-Timide, vous au contraire le rendez seul responsable — lui et son entourage — de la guerre qui a éclaté, et vous lui reprochez, comme raffinement criminel, d'avoir été « introuvable » au dernier moment. On ne pourrait trouver rien qui soit mieux fait pour démontrer l'absurdité de vos accusations. L'empereur faisait à ce moment là, comme il le fait annuellement à cette époque, son voyage sur les côtes de Norvège. Ce n'est pas l'usage d'entreprendre un voyage d'agrément au moment où l'on a l'intention de déchaîner une guerre envers tout le monde.

Vous alléguez une autre preuve que l'Allemagne aurait été la cause de cette guerre; notre état-major aurait, selon vous, pendant que les négociations diplomatiques duraient encore, mobilisé une partie des troupes allemandes par un appel individuel. Permettez-moi de vous dire que ce que vous supposez ici est impossible. La mobilisation des troupes allemandes ne se fait jamais par appel individuel, mais par une proclamation générale. Ce que M. Courcelle-Seneuil peut avoir vu à Bex, en Suisse, doit avoir eu une toute autre signification. Chaque année, quiconque est tenu au service, sans appartenir pourtant au service actif, reçoit deux avis : le premier lui rappelle qu'il doit, aussitôt la mobilisation générale proclamée, se rendre le premier, le second, le troisième ou tel autre jour successif de la mobilisation à un lieu fixé, sans attendre un nouvel ordre. Jamais cet avis ne donne un renseignement si une mobilisation doit avoir lieu et à quelle date; par égard aux nécessités militaires, la date de la mobilisation doit naturellement rester secrète jusqu'à la promulgation générale. D'ordre tout différent est un second avis que chaque année les réservistes reçoivent en Allemagne, comme en France, jusqu'au moment où ils ne doivent plus, selon la loi, faire leurs vingt-quatre jours. Ils reçoivent, sans qu'il y soit aucunement question de guerre, régulièrement une convocation personnelle. Par le seul fait que toute personne tenue au service reçoit depuis plus de quarante ans chaque année ces avis, il est évident que M. Courcelle-Seneuil a tiré de fausses conclusions du carnet qu'il a eu en main.

Il doit en être de même avec la correspondance d'officiers de marine que l'on veut avoir saisie au Cap.

Par contre, il est un fait certain que la Russie, le 1er août, commença la guerre, et que la France, le même jour, ouvrit les hostilités, avant qu'il y ait eu déclaration de guerre, en faisant franchir la frontière par compagnies, qui occupèrent aussitôt Gottesthal, Metzeral, Markrich ainsi que la Schluchtpass. Cela se passait pendant que l'ambassadeur allemand à Londres discutait avec sir Edward Grey si la France resterait neutre, le cas échéant que la Russie ouvrirait les hostilités. En Allemagne, le 2 août a été le premier jour de mobilisation, et c'est ainsi que Liége dut être attaquée le 3 août par les troupes allemandes pas encore mobilisées, lorsque toute espérance de pouvoir conserver la paix eut disparu et qu'il s'agissait de s'assurer les meilleures chances dans la lutte devenue inévitable.

Ce que vous dites au sujet de la violation de la neutralité belge par l'Allemagne, n'est compréhensible que si j'admets que

vous êtes restés dans l'ignorance absolue des documents qui, ces derniers temps, ont été publiés et qui prouvent à l'évidence que, depuis des années déjà, la France et l'Angleterre s'étaient mises d'accord de violer la neutralité belge dans le cas qu'elles feraient ensemble la guerre contre l'Allemagne. Que la guerre une fois éclatée, il n'existe plus d'autre considération que d'assurer la victoire à la patrie, est une chose contre laquelle vous n'avez pas droit de réclamer; les Français, n'importe où se trouvaient leurs troupes, n'ont jamais connu d'autre considération que la victoire. La nation française, en particulier, a été rigoureuse entre toutes, dans l'application du principe militaire qui ordonne que toute personne non uniformée qui prendra part aux combats sera fusillée. C'est une des choses les plus douloureuses que dans la guerre, il y a toujours des innocents qui souffrent avec les coupables; la malédiction retombe sur ceux qui ont provoqué une guerre aussi effroyable que celle qui déchire le monde aujourd'hui.

Mais que dois-je dire, si même vous vous abaissez à accuser l'armée allemande de pillage et de vol et si vous osez répéter que le kronprinz a profité de son séjour au château de Baye pour le piller? En même temps que votre lettre, je reçus le journal du soir le *Berliner Tagblatt* du 22 octobre; j'y trouvai la note suivante : « Le collaborateur du *Journal de Genève* a visité le champ de bataille et a vu aussi le château de Baye, dont la propriétaire, une baronne, a accusé dans une lettre le kronprinz d'avoir pillé le château et d'avoir emballé le produit du vol dans des caisses qu'il aurait fait expédier. Le journaliste a trouvé le bâtiment intact. L'intendante du château dit ne rien savoir, bien qu'elle fût présente au château pendant que les officiers y logeaient. Deux vitrines seulement ont été endommagées; les vitres en sont fêlées, probablement par suite d'une détonation. » Voilà une nouvelle preuve des incroyables mensonges par lesquels la presse, surtout *le Figaro* et *le Matin* excitent le pays. *Le Temps*, du reste, a reconnu que le kronprinz, d'après les rapports officiels français, n'a jamais été à Baye. Après que *le Temps* même a rétracté cette calomnie, je n'ose pas douter que vous ne fassiez de même en exprimant vos regrets d'avoir pu répéter à la légère une telle histoire de brigands.

Pour finir, laissez-moi encore ajouter quelques mots au sujet de notre protestation que la lutte contre notre « militarisme » ne soit pas une lutte contre notre culture. Vous ne semblez pas vous rendre compte qu'il existe deux choses très différentes désignées par le même nom de militarisme. Quand nous autres Alle-

mands, nous nous plaignons en famille du « militarisme », nous entendons par cela certains inconvénients tels que : les officiers et les officiers de réserve jouent parfois un plus grand rôle que celui qui leur revient; dans les bureaux de toutes les branches d'administration, un trop grand nombre de places est tenu exclusivement ouvert à des anciens militaires; et il y a des gens chez nous qui parlent de l'armée comme d'une institution ayant une raison d'être en elle-même et non seulement de garantir l'existence de l'Allemagne. Evidemment ce n'est pas là le militarisme dont sir Edward Grey et les Alliés veulent délivrer l'Allemagne et l'Europe. C'est une affaire purement « de famille » que les Alliés peuvent nous laisser seuls à régler. Mais il y a un autre « militarisme », cet esprit qui, pénétrant tout notre peuple, le fait prendre les armes avec joie quand il s'agit de la patrie; et ce militarisme, bien loin d'être affaibli, puisera de nouvelles forces dans cette guerre, entreprise par nos ennemis. Car l'existence même du peuple allemand est inséparable de ce militarisme; et c'est pourquoi il n'y a aucune contradiction si, à la fin de notre appel, nous invoquons les noms de Gœthe, de Beethoven et de Kant, dont nous nous sentons les héritiers. Ce que vous dites de Gœthe et du libéralisme trahit une ignorance étonnante au sujet de Gœthe, ignorance qui n'est surpassée que par votre assertion, que le libéralisme et l'art furent toujours menacés par la Prusse, tandis qu'au contraire la Prusse, depuis Frédéric-le-Grand, n'est devenue grande qu'en les cultivant. Vous prétendez que Beethoven, d'origine flamande, a vécu jusqu'à sa vingt-quatrième année en Hollande: il était plus absolument Allemand-rhénan que Léon Gambetta n'était Français; son grand-père était chef d'orchestre, son père ténor à Bonn; sa mère était de Coblence; lui-même est né à Bonn, y a passé sa jeunesse; Bonn n'a jamais été hollandaise. Et si Kant a applaudi à la Révolution française, il a aussi résumé l'esprit de Frédéric-le-Grand dans son « impératif catégorique », et il me semble que comme beaucoup d'autres choses, sa caractéristique des Anglais, si admirablement actuelle, vous soit restée inconnue: « La nation anglaise, écrit Kant, considérée comme peuple, est le plus précieux ensemble d'hommes, dans leurs relations naturelles; mais, comme Etat entre Etats, le pernicieux, le plus violent, le plus tyrannique, et, entre tous, le plus provocant à la guerre. » Vous avouerez que nous n'agissons que dans l'esprit de Kant, si, pénétrés de son impératif catégorique, nous nous défendons contre l'Angleterre, qui fait combattre la France pour elle dans cette guerre.

Je me permettrai de vous envoyer deux articles que je viens

d'écrire et qui paraîtront prochainement. L'un a pour sujet l'Allemagne et ses adversaires, surtout l'Angleterre; l'autre traite de la guerre et de la garantie d'une paix durable. Quoique je crois pouvoir supposer que dans d'autres circonstances vous admettriez les opinions exprimées dans ce dernier article, je dois cependant et à mon grand regret en douter après avoir lu votre lettre. Si je me trompe, vous pouvez être assuré que personne n'en serait plus heureux que votre ancien frère en armes.

LUJO BRENTANO,
professeur d'économie politique
à l'Université de Munich.

Réponse à M. Lujo Brentano,

Professeur d'économie politique à l'Université de Munich.

Paris, le 8 décembre 1914.

Monsieur le Professeur et très savant collègue,

Nous vous remercions d'avoir bien voulu nous envoyer votre lettre du 24 octobre, que nous n'avons reçue que plusieurs jours après la date qu'elle porte, de même que vous n'avez reçu notre lettre que quelques jours après son envoi. Ce n'est ni de votre faute ni de la nôtre. C'est la conséquence de la difficulté des rapports entre peuples belligérants par l'intermédiaire d'amis appartenant à un pays neutre.

Nous avons attendu, pour répondre à votre lettre, l'envoi des deux articles que vous nous annonciez. Ne les ayant pas encore reçus, nous tenons à relever certaines des assertions qu'elle contient; car nous ne voudrions pas que vous pussiez interpréter notre silence comme une adhésion.

Vous nous rappelez que le professeur Schmoller s'était fait représenter par le professeur Herkner aux fêtes de la Société d'économie politique; que, par conséquent, il ne voulait pas manifester par un refus sa haine pour la France. Mais vous oubliez ou ignorez que c'est sur l'insistance plusieurs fois répétée du Secrétaire perpétuel de la Société d'économie politique, qu'il s'était décidé à sortir de son refus pur et simple, et aussi, parce que certain économiste allemand, que vous connaissez, lui avait fait comprendre que ce refus sec était un peu déplacé, tant qu'on demeurait collègues en économie politique.

Vous prétendez que nous avons dénaturé la pensée de M. G. Schmoller; mais le passage que vous citez prouve la vérité

de notre assertion : « Tous les grands biens idéaux, les devoirs moraux de l'Etat, comme ils ont été reconnus surtout en Allemagne et en Prusse, aboutissent aux messages impériaux de 1881 et de 1890. La science allemande n'a pas fait autre chose que de préparer ces messages, et ne doit pas faire autre chose que d'en faire le commentaire apologétique. » Voilà, dépouillée de sa forme enveloppante, la pensée définitive de M. G. Schmoller, qui sert de conclusion à son discours de rectorat prononcé à l'Université royale de Frédéric-Guillaume à Berlin.

Vous affirmez son libéralisme à l'égard des professeurs, par un exemple personnel. Peut-être est-ce votre adhésion au congrès d'Eisenach, en 1872, qui vous a permis d'échapper à son ostracisme; mais vous vous êtes bien gardé de reproduire la formule même de l'excommunication qu'il lançait contre les disciples d'Adam Smith, dans ce même discours, avec toute l'autorité que lui donnait sa position de recteur de l'Université de Berlin: « Ce serait aller contre le progrès, que de mettre sur le même pied des écoles disparues et des méthodes surannées, et des écoles nouvelles et des méthodes plus parfaites; c'est ainsi qu'un pur disciple de Smith, tout comme un pur disciple de Marx, ne peuvent (*sic*) prétendre aujourd'hui être traités sur le même pied que d'autres. Ceux qui ne se tiennent pas sur le terrain de la recherche moderne, des méthodes savantes d'aujourd'hui, ne peuvent être des professeurs utiles. Ils ne sauraient occuper une chaire [1]. »

Ce langage impératif est clair : les messages impériaux de 1881 et de 1890, voilà le thème de l'enseignement; les professeurs sont placés dans l'alternative de se soumettre ou de se démettre. Cette interprétation, d'ailleurs stricte, de la pensée de G. Schmoller, n'est pas seulement la nôtre. Elle est confirmée par M. Auguste Oncken, le professeur à l'Université de Berne, que vous connaissez bien.

La surprise que nous avons éprouvée de voir votre signature au bas du *syllabus* lancé par « les quatre-vingt-treize représentants de la science et de l'art allemands » est un hommage que nous vous rendions: — Comment un homme tel que M. Brentano a-t-il pu approuver un document répétant des affirmations comme celles-ci :

— Il n'est pas vrai que l'Allemagne ait provoqué cette guerre.

— Il n'est pas vrai que nous ayons violé criminellement la neutralité de la Belgique, etc.

---

1. *Politique sociale et économie politique*, par G. Schmoller. — Traduction française revue par l'auteur, p. 323.

La forme seule nous prouvait que ce texte n'était pas le vôtre; car d'un côté, le *syllabus* reconnaît que la violation de la neutralité de la Belgique est un acte criminel et, d'un autre côté, il nie que l'Allemagne l'ait commise. Ce n'est pourtant ni la Belgique ni le Luxembourg qui ont envahi l'Allemagne: et si la violation de la neutralité de la Belgique était un acte criminel, celle de la neutralité du Luxembourg l'était également. Certainement vous n'auriez pas donné à votre rédaction une forme aussi contradictoire.

Vous nous reprochez d'avoir supposé que vous ignoriez les documents diplomatiques publiés. C'était un hommage que nous rendions à votre bonne foi. Nous pensions que si vous vous étiez associé au premier article du *syllabus* : « Il n'est pas vrai que l'Allemagne ait provoqué la guerre... » c'était par ignorance. Vous nous dites que vous n'ignoriez pas: et vous nous parlez du rapport du chargé d'affaires belge du 30 juillet. Mais pourquoi ne nous parlez-vous pas du 31 juillet? Ce jour-là, M. Sazonoff, le ministre des Affaires étrangères de Russie, avait conclu avec M. Szapany, muni des pleins pouvoirs du comte Berchtold, un accord accepté par la Serbie. La paix allait être signée. On le sut à Berlin; et à minuit, le comte Pourtalès, ambassadeur de l'Allemagne à Saint-Pétersbourg, allait notifier à M. Sazonoff l'ultimatum qui impliquait la guerre : et elle fut, en effet, déclarée par l'Empire allemand le 1er août à sept heures du soir.

Munich n'est pas si éloigné de Vienne que vous n'en receviez quelques échos. Vous devez savoir la profonde déception qu'éprouva le comte Berchtold en apprenant que l'empereur allemand avait agi de cette manière. Il ne le suivit qu'après des hésitations évidentes, comme le prouve la date de la déclaration de guerre de l'Autriche à la Russie: elle fut différée jusqu'au 6 août.

Croyez-vous que le *syllabus* des quatre-vingt-treize ajoute beaucoup à l'autorité « des représentants de la science et de l'art allemands » quand il présente l'empereur Guillaume comme un pacifiste? Vous nous dites que des journaux français l'ont surnommé Guillaume-le-Timide. C'est la première fois que nous entendons parler de cette épithète. Le jour de son avènement au trône, il s'est adressé à l'armée et à la marine; il ne s'est adressé que le troisième jour au peuple allemand. Dans chacun de ses discours, il a fait des évocations aux armes et à un Dieu belliqueux qui rappelle beaucoup plus Odin que Jésus. Il s'est toujours montré aux Français l'épée à la main; et depuis son avènement au trône, il a suivi une telle politique d'agression sur tous les points du globe qu'il est parvenu à réunir contre lui la France, la Grande-Bretagne,

la Russie, sans parler de la Belgique, de la Serbie et du Japon.

Dans ses *Pensées et Souvenirs*, Bismarck a dit: « Un gouvernement n'agit que pour ses intérêts, mais il peut les revêtir de considérations de justice et de sentiment. » C'est l'effort que le gouvernement allemand aurait dû demander « aux représentants de la science et de l'art ». Mais les actes ont été commis: maintenant il est trop tard.

Mais il y a longtemps qu'en Allemagne, des professeurs, plagiaires de Joseph de Maistre, ont, avec les généraux de Moltke, Von der Goltz, Bernhardi, proclamé la vertu de la guerre pour la guerre. Pourquoi donc voulez-vous dérober au Kaiser et à ses diplomates l'honneur d'avoir provoqué la guerre actuelle? Pourquoi donc, en dépit des faits, affirmez-vous que « jusqu'au dernier moment, jusqu'aux limites du possible, il a lutté pour le maintien de la paix? » Depuis plus de vingt-cinq ans, il ne cesse de menacer le monde de son épée; et aujourd'hui vous voulez le déguiser en candidat au prix Nobel.

Vous exagérez.

Vous opposez aux faits d'ensemble qui caractérisent la politique de Guillaume II des chicanes de détail comme sa promenade sur les côtes de Norwège à bord de son yacht. La réponse est simple. Il avait donné des ordres et, pendant qu'on les exécutait, il essayait de se créer un alibi.

Mais le président de la République française et son premier ministre quittaient la Russie au moment où l'Autriche lançait, d'accord avec l'Allemagne, son ultimatum du 23 juillet. Ils ne pouvaient être de retour en France que quatre ou cinq jours après. Le fardeau de la preuve que cette coïncidence de faits n'était pas voulue vous incombe.

« Il n'est pas vrai, dit le *syllabus* des quatre-vingt-treize, que nos soldats aient porté atteinte à la vie ou aux biens d'un seul citoyen belge sans y avoir été forcés par la nécessité d'une défense légitime. » Cette dernière locution implique tous les prétextes. « Défense légitime! » voilà deux mots qui auraient besoin d'être définis. Vos dénégations sont sans valeur; car partout on connaît les saccages et les destructions opérés par ordre et les orgies sanglantes qui, pour la soldatesque, en ont été les conséquences.

Vous voulez appuyer par quelques considérations à part, le « il n'est pas vrai » global et vous triomphez parce que ce ne serait pas le prince héritier, mais un de ses frères, qui a écrémé les collections du baron de Baye et les a fait emballer par le serrurier Marnet, réquisitionné à cet effet.

Pour contester le fait, vous invoquez une note du *Berliner*

Tagblatt dans le dessein de prouver que le kronprinz n'a point enlevé des collections du château de Baye. Mais cette note est une nouvelle preuve de la manière dont les journaux allemands travestissent les faits. Voici le récit publié le 20 octobre par le *Journal de Genève* que prétend résumer le *Berliner Tagblatt* : « Une bonne dame interrogée devant la grille ne nous permet pas d'entrer. « Est-il vrai, demande un de nos compagnons, qu'on a pillé chez vous? — Oui, on a coupé deux vitrines. — Qui logiez-vous dans le château? — Des officiers supérieurs. — Le kronprinz (prononcez cronprince) était-il du nombre? — Je ne sais pas. — Avez-vous remarqué un grand jeune homme blond auquel les officiers plus âgés témoignaient beaucoup de déférence? — J'ai bien vu un grand jeune homme avec les autres officiers.

« On n'en tire pas autre chose. Du reste l'ombre s'étend. Et il est interdit de rouler la nuit... »

Loin que la dame ait nié le pillage, elle l'a confirmé. Il ne s'agit pas « de vitrines fêlées, probablement par la suite d'une détonation », comme le prétend le *Berliner Tageblatt*. « On a coupé deux vitrines », dit la dame. Plein de foi dans le *Berliner Tageblatt*, vous vous écriez : « Voilà une nouvelle preuve des incroyables mensonges!... » Et ces incroyables mensonges incombent à la citation dont vous invoquez l'autorité!

La contradiction entre les faits et les dénégations du manifeste des quatre-vingt-treize a été telle qu'il restera comme un monument d'ironie à froid. « Il n'est pas vrai », et les obus tombant sur la cathédrale de Reims ponctuaient votre *syllabus*; les assassinats, commis par les *Tauben*, le maculaient du sang de la petite fille frappée avenue du Trocadéro. Il en est résulté qu'aux Etats-Unis, malgré les efforts de votre ambassadeur, malgré les nombreux habitants d'origine allemande qui s'y trouvent, la politique et les procédés de l'Allemagne n'ont provoqué que l'horreur et le mépris. Le *foreign editor* du *New-York Times*, M. Walter Littlefield, dans une lettre du 27 novembre, remplie de coupures de journaux, nous disait que dans la quinzaine commençant le 1er novembre, il avait dépouillé 350 journaux venant de tous les points des Etats-Unis : pas un ne se prononçait en faveur des Allemands; il n'y en avait que cinq qui s'efforçaient de conserver une apparence de neutralité.

En dépit de votre réponse, nous continuons, Monsieur le Professeur et savant collègue, de nous étonner d'avoir trouvé votre signature au bas du manifeste des quatre-vingt-treize, qui constitue un si terrible réquisitoire contre la Kultur allemande en dépit de l'invocation de Kant, de Beethoven et de Gœthe. Vous devez

considérer cet étonnement comme un acte de déférence de notre part; et, malgré vos efforts pour en assumer la responsabilité, nous continuons à croire que s'il a eu votre signature matérielle, il n'a pas eu votre adhésion intellectuelle. Mais le militarisme ordonnait: il ne s'agissait pas de discuter les termes du papier officiel; il fallait obéir; et vous avez obéi à la consigne.

Nous vous prions de croire à tous les regrets que nous inspire la situation difficile dans laquelle vous vous êtes trouvé.

Yves Guyot,
Rédacteur en chef du Journal des Economistes,
ancien ministre des Travaux publics.

D. Bellet,
Professeur à l'Ecole libre des sciences politiques
et à l'Ecole des Hautes Etudes commerciales.

Lettre de M. Georges Blondel à M. Lujo Brentano.

Monsieur,

On m'a fait parvenir, il y a quelques jours, le mémoire que vous avez adressé à MM. Yves Guyot et Daniel Bellet. En vous remerciant de cet envoi, permettez-moi de vous dire que j'avais été, comme eux, péniblement affecté de voir votre nom figurer au bas de cet « Appel aux nations civilisées », qui est en contradiction si complète avec l'idée que nous nous faisions de la civilisation. Votre réponse a réveillé dans mon esprit le souvenir des conversations que j'ai eues plusieurs fois avec vous, soit à Munich, dans votre luxueux appartement de la Mandlstrasse, soit dans divers congrès internationaux ou j'avais eu toujours jusqu'ici plaisir à vous entendre. Je me rappelle parfaitement les jugements que vous avez portés sur ces Junker que vous me disiez être un fléau pour l'Allemagne, sur ces agrariens aux idées étroites que vous paraissiez détester, sur ce militarisme que vous trouviez si inquiétant, car il devait aboutir, me disiez-vous, à sacrifier l'intérêt du pays aux ambitions d'une caste. Vous étiez certainement sincère en me disant cela. Comment ne serais-je pas surpris en vous voyant accepter sans réserve les conséquences d'une politique que vous me déclariez néfaste? L'indépendance d'esprit n'existe donc plus en Allemagne et Bebel avait-il raison, lorsqu'il disait des Allemands, que c'était un peuple de valets?

Après avoir lu attentivement votre mémoire, je crois qu'il est inutile de discuter avec vous. Je veux cependant, puisque vous

avez supposé que vos observations me toucheraient, vous donner mon sentiment sur trois questions d'une importance capitale sur lesquelles vous vous exprimez d'une façon qui me paraît inconciliable avec le respect qu'un savant comme vous doit à la vérité.

I. — Il est impossible d'admettre que le gouvernement allemand ait fait ce qu'il a pu pour éviter la guerre. Les documents qui ont été publiés dans les livres bleu, orangé, gris et jaune prouvent que les plus grands efforts ont été faits par la France, la Russie et l'Angleterre pour arranger le conflit, alors que vos diplomates se refusaient à demander le moindre changement au monstrueux ultimatum qui avait été envoyé par l'Autriche. Ils montrent aussi comment vous avez cherché à endormir la Russie (dont vous tentiez de nous séparer), afin de gagner sur elle le temps nécessaire pour parfaire votre mobilisation. Et que d'efforts vous avez faits pour nous obliger à donner à M. de Schœn ses passeports et pour rejeter sur nous la responsabilité de l'agression! Les historiens de l'avenir, ceux du moins qui voudront dire la vérité, seront unanimes à reconnaître que, le 1er août, l'accord était fait entre l'Autriche, la Serbie et la Russie. Et si l'Italie a refusé de vous soutenir, c'est qu'elle était parfaitement fixée sur vos intentions. C'est jouer la comédie que de parler d'agression et de chercher à faire croire que vous n'avez eu d'autre but que de vous défendre.

II. — La façon dout vous expliquez la violation de la neutralité belge produit une impression encore plus pénible. Vous en êtes encore à croire que, depuis des années, la France et l'Angleterre s'étaient mises d'accord pour violer cette neutralité. Croyez-vous aussi que nos aviateurs aient jeté des bombes sur Nuremberg? Ce sont hélas des raisons d'utilité qui vous ont déterminés au mépris des engagements que vous aviez pris, à passer sur un territoire que vous aviez promis de respecter, parce que la vallée de la Meuse est le chemin le plus direct pour arriver à Paris. Vos généraux avaient cependant déclaré que votre artillerie était si puissante qu'aucune fortification ne pourrait tenir! Vous ne vous étonnerez pas si, dans les négociations de l'avenir, on se montre plus défiant envers l'Allemagne qu'envers les autres pays. On n'aura plus dorénavant la naïveté d'attacher de l'importance à la signature d'un Etat qui, le jour où il se croit le plus fort, déclare que cette signature est sans valeur.

III. — J'ai été aussi très peiné de vous voir contresigner les déclarations de ceux qui soutiennent que les troupes allemandes n'ont commis aucune cruauté. Vous ne les avez pas vues à l'œuvre évidemment. Vous fermez les yeux de parti pris sur les brutalités

dont elles se sont rendues coupables, sur les destructions aussi injustifiables au point de vue du droit des gens, qu'inutiles au point de vue stratégique, auxquelles elles se sont livrées. La langue allemande a une expression que nous ne pouvons traduire en français : *Schadenfreude*. Ce mot indique bien le sentiment bas, l'instinct grossier qui anime quelques-uns de vos soldats et même de vos officiers. Je proteste de toutes mes forces contre la doctrine abominable, pour laquelle vous êtes si indulgent, qui tend à excuser les pires violences pour peu qu'on les juge directement ou indirectement utiles au pays. Tous les enquêteurs qui se sont rendus sur le théâtre des opérations ont été indignés par le spectacle des dévastations inutiles et méthodiquement organisées dont ils ont été les témoins. Nous sommes pleinement édifiés sur la façon atroce dont vous faites la guerre, et sur les procédés, dignes de vos alliés Turcs, dont vous n'hésitez pas à vous servir. Nous sommes édifiés sur le but que vous poursuivez en jetant des bombes sur les villes ouvertes, et sur la manière dont vous organisez « scientifiquement » le pillage, le meurtre et l'incendie. Je ne sais ce que peut être le « Vieux Dieu » qu'invoque votre empereur. Ce n'est pas le Dieu des chrétiens, et la morale que vous pratiquez est un retour à la barbarie. Conquérir l'hégémonie dans le monde, tout est là! L'Allemagne, pour arriver à ses fins, doit nécessairement faire appel à la « force ». Les déclarations collectives ou individuelles de ses professeurs et de ses publicistes nous révèlent ses ambitions et ses projets. Elles nous montrent chez les peuples germaniques une soif de domination, un appétit de conquêtes politiques et économiques, comme le monde, depuis la Rome antique, n'en a pas connu.

J'ai d'autant plus le droit de dire tout cela que j'ai rendu loyalement hommage aux progrès que l'Allemagne a réalisés depuis un demi-siècle. J'ai mis en lumière son activité, son ardeur au travail, l'essor de son industrie et de son commerce. Ce qui me frappe surtout aujourd'hui, c'est l'orgueil incommensurable qui trouble les meilleurs esprits. Vous reprochez à MM. Yves Guyot et Daniel Bellet d'être aveuglés par la passion. Et vous ne voyez pas le prodigieux aveuglement de ceux qui dirigent vos destinées, de ceux qui n'ont aucun respect pour l'indépendance des petites nations et foulent aux pieds le principe des nationalités.

Cette année même, pendant un séjour que j'ai fait en Allemagne, où j'étais allé étudier l'intéressante exposition de Leipzig, j'ai été frappé, en parcourant les Revues qui s'adressent à la jeunesse, de voir à quel point ceux qui les rédigent cherchent à faire pénétrer dans les esprits cette idée que l'Allemagne est investie

d'une mission et est appelée à diriger les destinées de l'univers. Il est même curieux de constater que lorsque votre chancelier parle de la paix, il entend simplement la « paix allemande », la paix au sein de laquelle l'Allemagne pourra développer à son aise sa « force » et sa « Kultur ». Oui, la paix que vous voulez, c'est la paix qui vous permettra de vous imposer à l'humanité et de faire triompher l'hégémonie du germanisme sur les autres peuples.

Nous avons de la civilisation une autre idée, nous repoussons avec indignation l'admiration que vous éprouvez pour cette culture, indissolublement unie au militarisme, qui aboutit à la fois au perfectionnement scientifique des moyens d'asservir les sociétés qui sont matériellement plus faibles, et au mépris des autres nations. Je comprends que la guerre actuelle vous apparaisse comme ayant une importance capitale pour l'avenir de l'humanité. Il s'agit, en effet, de savoir quel idéal doit triompher en Europe. Vous voulez que le monde soit dominé par votre culture et votre « organisation ». Et nous, nous sommes décidés à lutter jusqu'au bout pour le triomphe de la liberté.

Nous constatons heureusement qu'en dépit des mensonges dont fourmillent vos journaux (que je lis régulièrement), qu'en dépit des efforts que vous faites pour conquérir les sympathies des neutres, ceux-ci comprennent mieux chaque jour, à quels dangers vos ambitions les exposeraient, si elles venaient à triompher. Vous comptiez sur l'Italie et voici que M. Salandra, après avoir nettement laissé entendre que l'Allemagne a menti en prétendant qu'elle faisait une guerre purement « défensive », rétablit les faits et fixe les responsabilités. Ses déclarations sont accablantes pour vous. Les documents qu'il a produits ne prouvent pas seulement que l'Allemagne et l'Autriche sont les véritables auteurs de la guerre, ils montrent que depuis un an, leur agression était préméditée. Les déclarations de M. Giolitti sont pas moins catégoriques. Tous les diplomates savent bien aussi ce que pensait M. le marquis de San Giuliano des véritables causes de la guerre. Oui, c'est l'Autriche et l'Allemagne qui portent « devant Dieu et devant l'humanité », je reproduis les paroles mêmes de M. de Bethmann Hollweg, « la responsabilité de la catastrophe qui s'est abattue sur le monde ».

Aux Etats-Unis, et Dieu sait pourtant quelle propagande vous y faites, on comprend mieux chaque jour la gravité du problème qui se pose. La perspicacité américaine a déjà démêlé tout ce qu'il y a de mauvaise foi dans les explications que vous donnez des causes de cette abominable guerre. Le bon sens du peuple amé-

ricain se dégage de la pression morale que vous exercez sur lui, et derrière la lutte qui s'est engagée sur les champs de bataille, il aperçoit nettement les deux principes qui sont aux prises : liberté et domination. Il juge avec l'éminent président de l'Université Harvard, que la paix du monde est inconciliable avec le triomphe des doctrines qui sont les vôtres et avec cette détestable morale dont les commandements sont : « Sois actif, sois viril, sois dur, sois cruel, sois un maître. »

Le nombre grandit aussi, malgré vos commis voyageurs, de ceux qui, dans les autres pays de l'Europe, en Espagne et au Portugal, en Grèce et en Roumanie, se détournent de vous, qui pensent comme Eliot, que c'est en définitive un retour à la barbarie qui a engendré le conflit où se débat actuellement l'Europe. Comment les autres peuples ne redouteraient-ils pas les théories d'un Etat dont les doctrines aboutissent fatalement à proclamer que les petites nations n'ont pas les mêmes droits que les grandes!

Vous vous croyez certains de la victoire et vous pensez que votre armée est invincible. Vous vous étiez si fortement préparés à cette guerre, ardemment souhaitée, que vous deviez obtenir pendant les premiers mois quelques succès. Mais le vent a déjà changé. Il n'y a pas un Français qui voudrait maintenant échanger la situation de la France contre celle de l'Allemagne. Tous nous sommes convaincus que l'heure de la justice sonnera. Puisque la force est tout à vos yeux, nous saurons répondre par la force, et nous lutterons aussi longtemps qu'il sera nécessaire.

L'Allemagne a traité la nation française avec un profond mépris, la considérant comme une nation dégénérée. Mais la France est le pays des recommencements et des réveils. Nous attendons avec confiance l'issue de la lutte dont vous avez voulu faire une guerre d'extermination. La paix que nous entrevoyons ne sera pas votre paix germanique, ce ne sera pas l'oppression de l'humanité sous prétexte de la faire jouir d'une organisation plus savante; ce sera le triomphe d'une civilisation qui sera faite de la collaboration de tous les peuples et qui permettra peut-être à une Allemagne désabusée de contribuer autrement qu'elle ne cherche à le faire en ce moment, au progrès de la Société. Ce sera la réparation des iniquités et une garantie contre des prétentions inacceptables, ce sera la victoire de la liberté sur la tyrannie, le triomphe de la justice et du droit.

Veuillez agréer, Monsieur, avec l'expression du regret que j'éprouve d'être obligé de modifier les appréciations trop bienveillantes que j'ai si souvent formulées sur le peuple allemand, l'assurance de mes sentiments distingués. Georges BLONDEL.

ÉPILOGUE

Nouvelle lettre de M. Lujo Brentano à MM. Yves Guyot et Daniel Bellet.

M. Lujo Brentano nous a écrit une dernière lettre à la fin de laquelle il nous dit : « Je crois, Messieurs, que ce serait perdre son temps que de continuer la conversation ». Sur ce point, nous étions d'accord. Aussi nous avions mis sa lettre du 30 décembre 1914 de côté, sans y répondre.

Cependant, nous croyons utile, pour que les lecteurs du *Manifeste des Kulturkrieger* aient toutes les pièces sous les yeux, de la reproduire et de la faire suivre de quelques réflexions.

Réplique de M. Lujo Brentano, à Munich.

Munich, le 30 décembre 1914.

Messieurs et très honorés collègues!

Mon article, *l'Allemagne et ses adversaires, notamment l'Angleterre*, a paru dans la Revue *Internationale Monatsschrift für Wissenschaft, Kunst und Technik* du 1er novembre 1914, mon autre article *La guerre et comment empêcher qu'elle se répète; lettre ouverte à M. Henri Lambert, industriel à Charleroi*, a paru dans le volume 40 de l'*Archiv für Sozialwissenschaft und Sozialpolitik*. J'espère que les tirages de ces articles que je vous ai fait envoyer vous seront parvenus. Je ne suis pas responsable du retard de leur publication.

Votre réponse du 9 décembre à ma lettre du 24 octobre a subi le même retard, et cela pour des causes qui, comme vous le dites, échappent à notre contrôle. J'admire l'habileté avec laquelle vous défendez une cause perdue.

Mais la plus grande habileté littéraire ne peut rien contre les faits qui parlent par eux-mêmes. Inutile de revenir sur les accusations que vous-mêmes avez laissé tomber. Quiconque lira les premières lettres que nous avons échangées saura sans autres explications à quoi s'en tenir. Je regrette cependant que vous n'ayez pas jugé bon de retirer toutes vos assertions intenables. Avant tout il me semble regrettable que vous n'ayez pas supprimé votre accusation contre mon collègue M. de Schmoller, dont l'attitude francophobe aurait été cause, selon vous, qu'il ait refusé de se rendre aux fêtes célébrées à Paris il y a deux ans. Le bureau de la « Ligue des savants et artistes allemands pour la défense de la civilisation » a déjà constaté dans sa préface à cette réédition de ma correspondance avec vous qu'il ne se trouve personne en Allemagne qui haïsse la France. Et c'est, en effet, un fait très remarquable que cette absence absolue de haine envers la France chez toutes les classes du peuple allemand. Le seul sentiment envers le peuple français que j'aie pu trouver est celui du regret, qu'il ait été entraîné au profit de l'Angleterre et de la Russie avec l'aide d'un petit nombre d'intéressés français. Quant à M. de Schmoller, « sa haine envers la France » n'existe que dans votre fantaisie. Lorsqu'il reçut connaissance de votre lettre du 15 octobre, il m'écrivit : « Moi haïr la France! Mais c'est le contraire, qui est vrai. J'ai toujours eu une prédilection pour la France; j'ai toujours eu des rapports très amicaux avec beaucoup de savants français, oralement et par écrit, tels que MM. Wolowski, Levasseur, Tarde, Gide, ainsi qu'un grand nombre parmi les jeunes, qui sont maintenant professeurs à des universités françaises. Je suis un des coéditeurs de la Revue d'économie politique. Je ne me rappelle plus les détails des pourparlers à propos de l'invitation aux fêtes à Paris, mais je puis assurer sur mon honneur, que des sentiments de haine envers la France n'y avaient rien à voir. J'ai seulement, depuis que ma vieillesse avance, une aversion croissante contre les banquets, ce qui a même nécessité mon absence au centenaire de ma propre université de Berlin en 1910. » Voilà les faits. Mais lorsque je les présente à votre attention, quelle est votre réponse? Que M. de Schmoller n'était sorti de son attitude hostile à votre invitation qu'après des exhortations réitérées de M. Bellet et parce que « certain économiste allemand de ma connaissance » lui avait fait remarquer qu'une attitude pareille n'était pas de mise envers des collègues. Je ne connais aucun économiste allemand, qui ait écrit à M. de Schmoller en ce sens. Mais c'est moi peut-être, que vous avez en vue, en parlant d'un « certain économiste allemand ». Eh bien, oui, j'ai écrit à M. de Schmoller,

que son état de santé n'étant pas connu au dehors, il était désirable qu'aucun malentendu ne troublât nos relations amicales avec la France. C'est précisément parce que M. de Schmoller aime la France, qu'il a envoyé son successeur à Paris pour l'y représenter, ainsi que je vous l'ai écrit le 24 octobre.

Mais de même que vous doutez de ma parole, de même vous continuez à fausser la pensée du discours que M. de Schmoller a prononcé à l'inauguration de son rectorat en 1897. Quoique le sens de son discours en fût tout à fait clair, vous vous obstinez à ne pas le saisir. Vous voulez qu'il soit agressif, lorsqu'il s'agissait d'une défense en réalité. Ou se pourrait-il que vous ignoriez, ce qui est connu de tout le monde, que depuis 1870, vos cosectaires économiques en Allemagne nous ont poursuivis, M. de Schmoller et moi ainsi que nos amis, des mêmes dénonciations haineuses, dont vous-mêmes vous vous rendez coupable dans votre lettre du 15 octobre? Vous y accusez devant la France de Pangermanisme ceux parmi vos compatriotes, qui en méthode et en politique sociale pensent comme nous. Il semble que vous ignoriez que les représentants de l'économie politique classique en Allemagne ont exigé depuis des dizaines d'années qu'on éliminât notre école des chaires des universités, comme étant dangereuse pour l'Etat et la société, et que même à l'heure qu'il est les représentants des intérêts particuliers réunis dans le *Verein für exakte Wirtschaftsforschung* agissent de même contre nous. C'est pour combattre ces tendances, qui sont la négation de toute liberté scientifique, que M. de Schmoller a plaidé dans son discours inaugural de 1897 la liberté de la recherche et le droit du progrès scientifique. Quant au reproche, que l'on nous faisait, de constituer un danger pour l'Etat, il répondit que nous ne faisions rien d'autre que de professer les vues desquelles découlaient les messages impériaux de 1881 et 1890. C'est vous qui en avez fait, « que la science allemande n'avait pas d'autre objet que de glorifier les messages impériaux de 1881 et 1890 ». Je vous ai fait remarquer votre malentendu en vous répétant littéralement le passage, dans lequel M. de Schmoller a revendiqué l'indépendance de l'enseignement universitaire tant du gouvernement que des opinions populaires, son indépendance de la droite comme de la gauche. Mais nonobstant que le discours de M. de Schmoller crie contre l'interprétation fausse que vous lui donnez, vous vous acharnez à la maintenir et vous citez un nouveau passage de la traduction française du traité d'économie politique de M. de Schmoller, qui, selon vous, respire l'ostracisme que vous lui reprochez. Mais ce passage veut dire indubitablement, que les écoles les plus divergentes ont le même droit aux chaires

universitaires, pourvu qu'elles pratiquent des méthodes modernes; et il ne voudrait voir exclus de l'enseignement que ceux qui, au lieu de venir à la recherche sans aucun parti pris et de professer sans réserve la vérité trouvée, se cramponnent à des méthodes surannées, afin de plaider les intérêts privés soit des capitalistes, soit des prolétaires. C'est exactement ma pensée à moi, à qui vous croyez faire honneur en m'opposant sur ce sujet à M. de Schmoller. Mais que diriez-vous vous-mêmes, si l'on appelait aujourd'hui aux chaires de médecine des hommes qui s'en tiendraient encore aux méthodes et aux résultats de la seconde moitié du dix-huitième siècle? Est-ce à un homme sorti de pareille école que vous voudriez confier le soin de votre santé? Ou croyez-vous qu'il en soit autrement pour l'économie politique que pour les sciences naturelles.

Mais lorsque je vous donne moi-même la preuve la plus éclatante de votre injustice envers M. de Schmoller, que vous accusez d'intolérance, vous osez me répondre que cette exception serait probablement due à ce que, moi aussi, je fus un des convocateurs du Congrès d'Eisenach et un des fondateurs du *Verein für Sozialpolitik.* Il est vrai que la divergence de vos vues, Monsieur Guyot, avec les miennes en fait de politique sociale, s'est déjà déclarée au congrès de Bruxelles en 1897, congrès qui devait préparer la « Société internationale pour la protection légale des ouvriers »; je me suis opposé alors à votre assertion tout à fait saugrenue, que le protectionnisme allemand, qui date, comme tout le monde le sait, de 1879, avait été causé par les charges que les lois sociales allemandes, qui datent de 1882, avaient imposées à l'industrie allemande. Mais tout argument vous semble bon, lorsqu'il s'agit de défendre une thèse, et c'est ainsi que vous vous en rapportez à M. Auguste Oncken, autrefois professeur à Berne. Ma critique de son livre très médiocre sur Adam Smith et Immanuel Kant l'a rendu mon adversaire autant que celui de M. de Schmoller, à qui il portait rancune de ne pas l'avoir aidé à obtenir une chaire en Allemagne. Votre argumentation ne reçoit évidemment aucune force en citant pour prouver le désaccord entre M. de Schmoller et moi, le témoignage d'un homme également opposé à tous les deux. J'ajoute que vous-mêmes lui seriez opposé, si vous saviez comment il a asservi sa doctrine à certaines exigences des agrariens.

Ce n'est pas sans répugnance que je me suis attardé à ces questions personnelles. Mais c'est vous qui les avez mêlées à la discussion, afin de déprécier la valeur de la signature des quatre-vingt-treize; permettez-moi, cependant, de vous faire observer que

les méthodes de votre polémique contre M. de Schmoller sont de nature à nous éclairer sur la valeur de votre argumentation à propos de la guerre. Ce que vous dites là n'est pas plus correct que ce que vous avez maintenu sur M. de Schmoller et moi.

Vous revenez encore sur la violation de la neutralité de la Belgique et du Luxembourg. Ce que vous répondez à ce que « l'Appel aux nations civilisées » a dit à ce sujet, correspond entièrement à votre attitude envers le discours de M. de Schmoller en 1897. De même que vous avez répété là votre accusation, nonobstant que les paroles même de M. de Schmoller vous donnent le démenti, les paroles de « l'Appel aux nations civilisées » ne vous empêchent pas de lui faire dire l'opposé de ce qu'il veut faire entendre. L'Appel conteste expressément que la violation de la neutralité belge ait été un crime; il souligne qu'elle fut un acte de défense légitime par un danger imminent. Pour mettre l'Appel en contradiction avec lui-même, vous lui faites dire que la violation a été une action criminelle, et, en même temps vous lui faites contester que l'Allemagne l'ait commise. D'ailleurs, il semble vous avoir échappé que Sir Edward Grey a lui-même reconnu qu'un peuple s'étant rendu garant de la neutralité d'un autre, n'est nullement tenu par ce seul fait à remplir en toute situation les engagements pris à ce sujet. Sir Edward Grey a adopté dans son discours du 3 août 1914 les vues que M. Gladstone avait exprimées dans un discours du 10 août 1870 :

Je ne suis pas en état de me conformer à l'opinion d'après laquelle l'existence d'une garantie lie tout parti, qui y a pris part, sans aucun égard pour la situation spéciale dans laquelle il se trouve, au moment qu'il est nécessaire d'agir selon le traité de garantie qu'il a conclu. Les grandes autorités dans le domaine de la politique extérieure, que je suis accoutumé de consulter, comme Lord Aberdeen et Lord Palmerston, n'ont, autant que je sais, jamais adopté des vues si rigoureuses et, j'ose le dire, si peu pratiques.

Mais si le plus célèbre représentant de la morale parmi les hommes d'Etat anglais professe le même principe que le gouvernement allemand, et si même Sir Edward Grey fait profession d'y adhérer, pourquoi ce flot d'indignation contre l'immoralité inouïe du procédé allemand envers la Belgique et le Luxembourg, bien que la « situation spéciale » dans laquelle se trouvait l'Allemagne n'était pas comme dans le cas de Gladstone, le simple danger de devoir faire la guerre sans alliés, mais le danger de voir l'existence même de l'Empire allemand mis en jeu?

Pour prouver que c'est l'Allemagne qui a voulu cette guerre, vous alléguez un accord établi le 31 juillet, entre le ministre des

Affaires étrangères russe M. Sasonoff, et M. Szapary, envoyé plénipotentiaire du ministère austro-hongrois à Petrograd, accord auquel se serait joint la Serbie; cet accord aurait détourné le danger de la guerre. Vous dites que l'on avait connaissance de cet accord à Berlin, et que pour empêcher la paix, l'ambassadeur allemand à Petrograd aurait présenté à M. Sasonoff un ultimatum signifiant la guerre. Vous ne faites ici que répéter le rapport de Sir Maurice de Bunsen, ambassadeur britannique à Vienne, datant du 1er septembre. Selon ce document, l'ambassadeur russe à Vienne, M. Schebeko, aurait dit à M. de Bunsen, le 1er août, que M. Sasonoff et le comte Szapary s'étaient entendus presque complètement. L'ambassadeur autrichien aurait déclaré que l'Autriche-Hongrie était prête à soumettre à une médiation ceux des paragraphes du mémoire adressé à la Serbie qui ne paraissaient pas compatibles avec l'indépendance de ce pays.

Mais, dès le 25 septembre, le gouvernement autrichien-hongrois a déclaré catégoriquement dans le *Fremdenblatt* que cette assertion était erronée. Le *Fremdenblatt* écrivit alors: « Ainsi qu'on nous rapporte d'un parti bien informé, ce renseignement ne répond nullement aux faits. La nature même des démarches entreprises à Belgrade aurait rendu une telle solution impossible. »

D'ailleurs, ce qui aura plus de poids auprès de vous, le livre bleu anglais, *Great Britain and the European Crisis*, contredit formellement votre récit : on y trouve à la page 61, sous le numéro 113, une dépêche que Sir G. Buchanan, ambassadeur de Sa Majesté britannique à Petrograd, a envoyé le 31 juillet 1914 à son ministère. Voici le texte de la dépêche :

La mobilisation générale a été ordonnée. Cette décision a été prise en conséquence d'un rapport de l'ambassadeur russe à Vienne, annonçant que l'Autriche était déterminée à ne pas reculer devant l'intervention des puissances et qu'elle a mise en mouvement ses troupes contre les Russes en même temps que contre les Serbes.

Le même jour donc où, selon vous, l'Autriche-Hongrie aurait déclaré être prête à soumettre les points en litige entre elle et la Serbie à une médiation, l'ambassadeur britannique à Petrograd envoie une dépêche à son gouvernement signalant que l'ambassadeur russe à Vienne venait de faire savoir à M. Sasonoff que l'Autriche était déterminée à repousser toute intervention des grandes puissances et qu'en conséquence les Russes avaient donné l'ordre d'une mobilisation générale. En face de ces témoignages de Sir G. Buchanan et du ministère des Affaires étrangères de Vienne, votre récit, selon lequel M. Sasonoff serait, le 31 juillet, tombé

d'accord avec le comte Szapary sur certaines propositions propres à maintenir la paix, que la Serbie aurait accepté cet accord, et que le comte Berchtold ait été très désenchanté de voir ces plans gâtés par l'intervention de l'empereur allemand, n'est tout bonnement qu'une falsification.

Il résulte tout au contraire des documents publiés, que le Zar a télégraphié, le 31 juillet, à l'empereur allemand ses remerciements pour ses efforts pour le maintien de la paix; mais il ajoute dans cette même dépêche, qu'il est impossible de contremander les préparatifs militaires, rendus nécessaires par la mobilisation autrichienne. L'empereur allemand a répondu, le 31 juillet, qu'après réception de cette dépêche, il avait repris son rôle d'intermédiaire entre le gouvernement russe et celui d'Autriche, mais que pendant qu'il s'efforçait à cet effet, le Zar avait mobilisé ses troupes contre l'empire austro-hongrois, allié de l'Allemagne, ce qui rendait l'intervention de l'empereur allemand presque illusoire; mais que ce n'était pas tout : d'après des nouvelles authentiques, des préparatifs de guerre étaient en train contre la frontière est de l'Allemagne; et c'est en termes émouvants que l'empereur supplie le Zar de détourner un tel désastre du monde civilisé. Mais avant que cette dépêche fût arrivée à son adresse, dans la nuit du 30 au 31 juillet, la mobilisation russe fut ordonnée et, par ce fait, à la dernière tentative allemande d'intervenir à Vienne fut enlevé tout espoir de succès. Ce n'est qu'après que l'on eut connaissance à Berlin de cette mobilisation générale que l'ambassadeur d'Allemagne à Petrograd reçut l'ordre de déclarer au gouvernement russe que l'Allemagne, à son tour, répondait à cette mesure en déclarant l'état de guerre, mesure qui serait suivie par la mobilisation, si la Russie ne donnait pas dans les douze heures à l'Allemagne l'assurance que les opérations militaires contre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie étaient contremandées. L'ambassadeur d'Allemagne a fait part de cette déclaration à M. Sasonoff le 31 juillet, à minuit. Le gouvernement russe n'a pas donné de réponse. Mais le Zar a télégraphié à l'empereur allemand deux heures après le délai accordé à la déclaration faite à M. Sasonoff: « J'ai reçu ta dépêche. Je comprends que tu sois forcé de mobiliser, mais je voudrais obtenir de toi la même garantie que je t'ai donnée, c'est-à-dire que ces mesures prises ne signifient pas la guerre. » Dans la dépêche que l'Empereur a adressée en réponse au Zar, il le renvoie à la communication faite à M. Sasonoff, dans laquelle la seule possibilité d'empêcher la guerre se trouvait indiquée, dépêche à laquelle M. Sasonoff n'avait pas répondu. Cette dépêche au Zar étant encore restée sans réponse de la part du gouvernement russe, l'empereur allemand a ordonné le

1er août, à cinq heures de l'après-midi, la mobilisation générale de l'armée et de la flotte. Mais avant même que la nouvelle en ait pu parvenir à Petrograd, on reçut à Berlin l'avis que les troupes russes avaient franchi les frontières allemandes et s'étaient avancées sur le terrain allemand, et cela le même après-midi que le télégramme du Zar avait été envoyé.

De fait, la Russie avait donc déjà commencé la guerre avant que l'Allemagne ne l'eût déclarée. Mais vous semblez imbu d'une haine si envenimée envers l'empereur allemand, qu'aucun des documents, qui prouvent tout ce qui précède, ne semblent exister à vos yeux. Il est vrai que le Livre Bleu de l'Angleterre aussi a omis de publier les dépêches échangées entre le Zar et l'empereur, omission que les adversaires de la guerre en Angleterre n'ont pas manqué de relever, et, comme vous ne lisez pas l'allemand, vous n'en avez pas pris connaissance dans le Livre Blanc de l'Allemagne. Si vous lisiez l'allemand, vous sauriez aussi que, quoique l'on puisse dire des discours de Guillaume II depuis son avènement au trône, son amour de la paix lui a valu les attaques les plus violentes de la part de certains patriotes. Parcourez la *Zukunft*, de M. Harden, ou la *Post*, journal de Berlin, et vous en trouverez d'amples preuves; par exemple dans la *Zukunft* du 5 et du 19 août 1911. Et si vous-mêmes, ainsi que vous me l'écrivez, n'avez jamais rencontré d'épithète comme « Guillaume le Timide » dans vos journaux, vous aurez certainement jeté une fois ou l'autre un coup d'œil dans *La France militaire*. On y trouve, surtout lors de l'affaire du Maroc, les insultes les plus blessantes à l'adresse de l'empereur allemand parce qu'il n'avait pas voulu la guerre. Pour vous donner quelques échantillons, pris de l'article de Harden dans la *Zukunft*, je vous citerai le mot d'Edouard VII: « Jamais Guillaume n'ordonnera la mobilisation de son armée. » Clemenceau écrit: « Guillaume est un pacifiste. » M. Jules Huret a raconté dans *le Figaro*, qu'il a entendu dire à Potsdam, que l'empereur désirait vivre dans l'histoire sous le nom de « Guillaume le Pacifique ». Dans *l'Opinion*, on nous démontre l'empereur allemand en dresseur de fauves sur les planches des music-halls, claquant son fouet, il est vrai, mais faisant baisser le rideau, aussitôt que l'armée franco-anglaise monte en scène. Et Carnegie n'a-t-il pas glorifié Guillaume II pour avoir maintenu la paix pendant vingt-six ans, bien qu'il fût à la tête de la plus puissante armée? Mais votre passion envenimée vous emporte à un tel point, que vous osez écrire que le fait que l'empereur soit allé en Norvège à la fin de juillet, comme à l'ordinaire, prouvait seulement qu'en criminel conscient il avait cherché à se constituer un alibi. Vous connaissez peut-être l'histoire de Frédéric le Grand et du libelliste. Celui-ci avait composé une pasquinade

sur le roi, qui en fut averti; mais au lieu de le punir, il donna ordre d'afficher la pasquinade plus bas, afin que tout le monde la pût lire; il n'y a donc qu'une réponse à votre insinuation : « Affichez plus bas. »

On ne saurait après cela s'étonner que vous n'ayez pas renoncé simplement et bonnement dans votre propre intérêt à votre accusation de vol lancée contre le Prince Impérial. Le fait étant avéré et *le Temps* même ayant reconnu que le Prince Impérial n'a jamais mis le pied à Baye, vous n'hésitez pas de lui substituer dans son rôle de voleur un de ses frères. Vous ne savez ni le nommer, ni même donner la preuve qu'un vol a été commis. Mais le vol d'un prince allemand inconnu ne vous paraît pas doutable, car le serrurier Marnet aurait été appelé pour emballer les objets volés, et la femme de charge aurait soutenu que deux vitrines ont été coupées, sans toutefois dire qui en aurait donné l'ordre. Mais ne vous êtes-vous jamais demandé ce que l'on vous aurait répondu, si vous aviez porté devant une cour d'assises une accusation basée sur des preuves pareilles? Si même vous pouviez nommer le prince supposé, personne ne croirait qu'un officier, ayant sous ses ordres un grand nombre de soldats, obligés à une obéissance illimitée, se serait adressé à un serrurier ennemi, non pas afin de forcer les serrures des vitrines, mais pour lui faire emballer leur contenu. On vous répondrait qu'une chose pareille serait plus stupide, que si un voleur donnait à envelopper aux domestiques de la maison même l'argenterie qu'il aurait volée dans l'office. Le jugement porté récemment contre des médecins et des sœurs de charité allemands, condamnés à plusieurs années de prison sur des preuves analogues, fut pourtant cassé par une cour supérieure, et ce fait aurait dû vous rendre plus circonspect. Au lieu de cela, vous accablez d'injures le *Berliner Tageblatt*, parce qu'il a publié la notice du *Journal de Genève*, d'après une agence de nouvelles à laquelle d'autres feuilles allemandes ont recours, et cela bien que vous sachiez que précisément le *Berliner Tageblatt* s'abstient d'adopter le langage et l'attitude de la plupart des journaux français, qui semblent croire que c'est avec les plus grossières injures et par des calomnies sans fin contre leurs adversaires qu'ils gagneront la guerre. N'est-ce pas *le Figaro* du 10 décembre, page 1, qui a prétendu que M. Wilhelm Bode avait fait disparaître deux tableaux de Van Eyck du musée de Bruxelles? Le musée étant ouvert au public, chacun pourra se persuader lui-même que l'Adam et l'Eve de Van Eyck s'y trouvent comme avant. M. Bode a expressément déclaré qu'il ne comptait pas emporter un seul tableau des collections belges. Mais des mensonges analogues se trouvent quo-

tidiennement par douzaines dans les journaux français; une des conséquences en est que des prisonniers français se font répéter par deux fois les noms des villes où ils sont menés, ayant lu dans leurs journaux qu'elles étaient depuis longtemps détruites par les Français ou les Anglais, et *le Gaulois* a même rapporté l'éclat d'une révolution à Berlin qui devait forcer l'empereur à faire la paix. Et c'est à un niveau pareil que vous n'hésitez pas de descendre.

Vous écrivez que notre déclaration « Il n'est pas vrai », contredite par les faits, restera toujours « un document d'ironie à froid ». Si les lettres que vous m'avez écrites, pour en faire preuve, devaient vivre également longtemps, on pourrait les citer pour montrer à quel point la passion peut obscurcir même la raison des représentants de la science. Vous répétez votre accusation, à savoir que les Allemands ont bombardé la cathédrale de Reims, mais vous passez sous silence que des batteries françaises étaient postées dans le voisinage immédiat de la cathédrale, et que les Allemands n'ont pu empêcher, à leur grand regret, que les coups qu'ils furent forcés de tirer en leur propre défense, aient causé des dégâts à la cathédrale. Vous revenez encore vivement sur vos plaintes contre les *Tauben* allemands, qui ont jeté des projectiles sur des villes, sans notification préalable d'un bombardement, mais vous ne dites mot des aviateurs français et anglais qui ont lancé des bombes le 23 août sur Müllheim, le 24 septembre et le 8 octobre sur Düsseldorf et le 9 décembre sur Fribourg en Br., ville ouverte et située en dehors du champ des opérations, et que des non-combattants de tout âge ont été tués, entre autre une dame russe; vous passez également sous silence que des aviateurs français ont même jeté des bombes sur des endroits français comme Vaussans, Charlepont, Nijon, Bettrenville, ayant cru que des troupes allemandes s'y trouvaient, et vous ne mentionnez pas davantage le fait, que la flotte anglaise bombarde depuis des semaines, en dépit du droit des gens, les côtes belges et les endroits de villégiatures, si bien que Westende, la petite ville d'eaux, est presque détruite et d'autres fort endommagées. Vous vous moquez de l'empereur allemand, qui implore l'aide de Dieu dans une guerre où l'existence du peuple allemand est en jeu et qui, en lui rendant la gloire de chaque victoire remportée par ses troupes, s'incline avec humilité devant celui qu'il reconnaît son supérieur. Mais ne voyons-nous pas la même chose en France? M. Clemenceau, dans le numéro du 25 décembre 1914 de son *Homme enchaîné*, n'a-t-il pas parlé de ceux en France qui se fiaient trop au « vieux Dieu » de la Triple-Entente et à son devoir de mener ses fidèles à la victoire à l'Ouest

comme à l'Est? Pourquoi ne dites-vous rien du cardinal de Paris, qui exhorte la France de Voltaire à invoquer dans ses angoisses l'intervention de la Pucelle d'Orléans canonisée? Je ne nie pas que cela ne sente le Paganisme, que de voir les deux peuples en guerre invoquer Dieu comme au temps des Juifs et des Philistins, où les uns invoquaient le Dieu Jahve, les autres le Dieu Dagon. Mais ce n'est pas un signe d'impartialité scientifique de ne pas voir chez soi-même ce qui vous paraît grotesque chez les autres. C'est ainsi que vous n'hésitez pas à souligner l'attitude anti-allemande de la presse américaine, comme preuve de la condamnation générale du barbarisme allemand, quoique vous n'ignoriez pas que, par suite de la destruction des câbles entre l'Allemagne et l'Amérique, celle-ci n'obtient ses informations que de l'Angleterre; vous passez sous silence, au contraire, l'opinion unanimement favorable à notre patrie des Américains domiciliés en Allemagne.

Enfin, vous écrivez que votre étonnement à voir mon nom sous « l'Appel aux nations civilisées » avait été un hommage que vous me rendiez, mais vous ne manquez pas de tourner cet hommage en une grave offense. Votre stupeur résultait de ce que vous saviez que je ne suis pas un de ceux qui louent les mérites de la guerre pour la guerre. Vous avez rendu justice plus d'une fois à l'indépendance de mes opinions. Il eût donc été plus sage de se dire, que si un homme comme celui que vous avez connu en moi s'accordait avec des hommes de vues tout opposées, c'est qu'en ce cas celles-ci pouvaient être justifiables. Au lieu de cela, vous n'hésitez pas de dire: « Le militarisme ordonnait; il ne s'agissait pas de critiquer les documents officiels; on exigeait la soumission et vous vous êtes soumis. » Heureusement, moi aussi je puis répondre là-dessus : « Affichez plus bas. »

Je n'ai pas rédigé l'appel des quatre-vingt-treize, c'est bien vrai; il se peut bien que j'eusse formulé autrement l'une ou l'autre phrase; mais je me sens parfaitement d'accord avec tous les autres signataires en ce qui concerne l'indignation provoquée par le tissu de mensonges dont les adversaires de l'Allemagne ont su l'envelopper. Mais à vous, Messieurs, qui jusqu'ici avez toujours professé le respect du drapeau de la science, je ne puis vous épargner le reproche que vous n'avez pas été fidèles à ce drapeau dans les lettres que vous m'avez adressées. Car la science ne connaît qu'un seul but : la notion de la vérité. Nul autre sanctuaire ne doit lui être plus sacré. Elle doit tout soumettre à la recherche et professer la vérité trouvée, sans aucun égard même à ce qui nous tient le plus à cœur, même au patriotisme. Vos lettres ont manqué gravement à ce principe suprême de la science. La culture alle-

mande, tant diffamée par vous, a, sur celle que vous représentez, du moins un avantage: celui d'être véridique.

Je crois, Messieurs, que cela serait perdre le temps que de continuer notre correspondance.

Lujo BRENTANO.

DERNIERS MOTS

Nous allons nous borner à relever certaines des allégations de M. Lujo Brentano.

Il attache une grande importance au cas Schmoller : et il nous apprend qu'en Allemagne « depuis 1870, nos cosectaires économiques ont poursuivi M. de Schmoller et ses amis, de dénonciations haineuses ; que les représentants de l'Economie politique classique en Allemagne ont exigé, depuis des dizaines d'années, qu'on éliminât leur école des chaires des universités. »

Nous ne nous doutions pas que M. Schmoller, au moment où il prenait possession du rectorat de l'Université de Berlin, en 1897, fût un persécuté, et quand il disait, dans son discours inaugural, des disciples d'Adam Smith : « Ils ne sauraient occuper une chaire », ce n'était pas lui qui était éliminé, c'était lui qui éliminait.

M. Lujo Brentano nous affirme l'amour de M. Schmoller pour la France. J'ai vu, dans sa lettre à M. de Treitschke, en 1874-1875, l'expression de cet amour en même temps que de sa perspicacité, quand il disait [1] : « J'espère bien voir la monarchie s'introduire aux Etats-Unis et l'empire se rétablir en France. »

Le mot « amour » a des acceptions diverses. Les Allemands ont montré, en 1870, leur amour pour l'Alsace et la Lorraine. Ils le manifestent pour la Belgique, en général, pour Anvers, en particulier ; ils le poussaient jusqu'à Calais, et M. Zimmermann n'a pas dissimulé qu'ils l'étendent à Rotterdam et aux Pays-Bas.

M. Lujo Brentano assimile l'interprétation que nous avons donnée au discours de M. Schmoller à celle que nous avons donnée de l'*Appel*

---

1. *Politique sociale et Economie politique*. Traduction française revue par l'auteur, p. 183.

aux nations civilisées, relativement à la violation de la neutralité de la Belgique et du Luxembourg. Par cela même, M. Brentano proclame la correction de notre interprétation : car lui et ses collègues allemands auront beau répéter que la violation de la neutralité de la Belgique et du Luxembourg « a été un acte de défense légitime », la question est jugée sans appel pour tous les hommes qui se sont donné la peine de l'étudier. Persévérer dans cette thèse ne prouve que l'aberration dont sont capables, sous certaines pressions, des hommes intelligents comme M. Lujo Brentano.

M. Brentano essaye de dégager l'empire d'Allemagne et l'Autriche-Hongrie de la responsabilité de la guerre. Tous les documents publiés depuis l'affirmation du manifeste des *Kulturkrieger* ont accumulé les preuves de la préméditation de l'attaque de l'Autriche-Hongrie contre la Serbie. L'assassinat de Sarajevo n'avait pas eu lieu, en 1913, quand le comte Berchtold demandait à M. Giolitti l'appui de l'Italie pour une attaque contre la Serbie.

La duplicité de la politique de la Wilhelmstrasse s'est étalée effrontément dès le premier jour. Elle ordonne à ses ambassadeurs de déclarer à la fois aux divers gouvernements auprès desquels ils sont accrédités, que le gouvernement allemand ne connaît pas les termes de l'ultimatum, mais qu'il est décidé à le soutenir. Ainsi la Wilhelmstrasse aurait soutenu l'Autriche-Hongrie jusqu'à la guerre pour un acte diplomatique dont elle aurait ignoré la teneur ?

M. Lujo Brentano enseigne-t-il à ses élèves, comme un principe de méthode, qu'ils doivent ajouter foi à de pareilles invraisemblances ? Mais s'il croit la chancellerie capable d'un acte de ce genre, il lui attribue une légèreté qui dépasse de beaucoup celle dont ses compatriotes aiment à qualifier les Français.

M. Lujo Brentano endosse avec une résignation admirable, tous les arguments mis en avant par les diplomates allemands pour essayer de rejeter sur la Russie la responsabilité de la guerre.

Or, d'après les dépêches concordantes (numéro 113 du *livre bleu* et numéro 118 du *livre jaune*), les événements se sont déroulés dans l'ordre suivant :

Le 28 juillet, l'Autriche déclare la guerre à la Serbie ; le 29 juillet, la Russie mobilise partiellement ; le 30, l'Autriche décide la mobilisation générale et en informe la Russie ; le 31, la Russie répond par la mobilisation générale. Le soir, à minuit, l'ambassadeur allemand porte un ultimatum à la Russie.

M. Brentano est bien maladroit de citer la lettre de l'empereur Nicolas à Guillaume : Que demande-t-il ? « Je voudrais obtenir de toi la même garantie que je t'ai donnée ; c'est-à-dire que ces mesures ne signifient pas la guerre. » Elle est l'effort désespéré de l'empereur de

Russie pour conjurer la guerre. Comment y répond l'empereur allemand ? par la déclaration de guerre du 1er août[1].

Le *livre blanc* allemand n'a pas dit un mot de la mobilisation autrichienne : et il ne contient pas une seule dépêche échangée entre la Wilhelmstrasse et le Ballplatz.

En fait, la mobilisation autrichienne avait été décrétée par affiches dès le 26 juillet, et la mobilisation allemande était en cours avant le 25 juillet.

M. Lujo Brentano raconte ensuite que les troupes russes avaient franchi les frontières allemandes. Ce sont là des assertions qui valent celles de la violation de la Belgique par des officiers français en automobile.

M. Brentano persiste à nous représenter l'empereur Guillaume comme pacifiste. Il nous en donne comme garants le journaliste allemand Harden ou la *Post* de Berlin, et il invoque le discours de M. Carnegie à l'inauguration du palais de la Paix à La Haye. Le *Journal des Economistes* du 15 septembre 1913 (p. 531) montrait dans ces termes l'étonnement qu'il avait causé : « M. Andrew Carnegie a continué en faisant de l'empereur d'Allemagne le grand pacifiste. A quand le prix Nobel pour Guillaume II ?

« L'empereur d'Allemagne ne manque pas une occasion de rappeler qu'il représente la civilisation guerrière. Son règne est ponctué de menaces qui ont profondément troublé la paix du monde. Il a voulu avoir l'hégémonie navale, et il entend avoir l'hégémonie militaire de l'Europe. Quand il parle du commerce et de l'industrie allemands, c'est au point de vue de l'impérialisme économique qu'il se place. Il veut obliger les autres peuples à prendre leurs produits à coups de canon au besoin. S'il vous fait des amitiés, c'est toujours la main sur la garde de son épée. — Soyons amis ou je vous pourfends.

« Le pacifiste idéal de M. Carnegie n'est pas banal, mais il est inquiétant. »

De deux choses l'une, ou M. Carnegie prêtait à l'empereur Guillaume des vertus pacifistes pour les lui inculquer ; et alors il montrait une étrange naïveté.

Ou il croyait sérieusement au pacifisme du Kaiser ; et aujourd'hui, M. Carnegie reconnait son erreur.

M. Brentano attache beaucoup d'importance à prouver que ce n'est pas le Kronprinz qui a volé des objets de collections au château de Baye. Mais le vol existe. Il a été commis par un haut personnage. Voilà le fait. Toutefois nous reconnaissons que cet acte est insignifiant

---

1. Voir pour plus de détails : *Chiffons de papiers. Ce qu'il faut savoir des origines de la guerre de* 1914, par Daniel Bellet. 1 broch. (Plon éditeur.)

à côté des horreurs, des dévastations, des monstruosités, des massacres d'hommes inoffensifs, de femmes, d'enfants commis en Belgique et en France. Nous renvoyons au livre de M. Nothomb : *la Belgique martyre*, et pour la France, au rapport de la commission présidée par M. Payelle, publié dans le *Journal officiel* du 8 janvier.

Dans un article de la revue *Monatsschrift für Wissenchaft Kuntz und Techwik*, M. Lujo Brentano les justifie.

Il s'adresse aux soldats anglais et il leur demande s'ils savent « que les populations civiles de Belgique et de France ont traitreusement massacré des soldats allemands, en s'abritant traitreusement parfois sous le masque le la Croix-Rouge ? De tels actes, contraires aux lois de la guerre, ont été capables de provoquer des *représailles* de la part des soldats allemands. La destruction d'une partie de la ville de Louvain *Stadt Loïven* n'a été que la *juste nécessité imposée à d'honorables soldats* en lutte contre des criminels forcenés. »

Les crimes des *tauben* allemands, continués par les zeppelins, sont peu de chose à côté de ceux qui ont été commis par la soldatesque allemande sur les ordres de ses généraux.

Mais M. Lujo Brentano, pour les justifier, raisonne comme le comte Reventlow dans son article du *Deutsche Tageszeitung* du 21 janvier. Nous citons : « Les zeppelins, dit-il, qui avaient survolé la Grande-Bretagne voulaient se rendre à la ville fortifiée de Great Yarmouth. Mais des places ou villes qu'ils survolaient on tira sur eux. C'était une attaque de francs-tireurs, violant la loi internationale, dans l'obscurité de la nuit, contre les zeppelins qui n'exerçaient pas contre elles le plus petit acte d'hostilité. Cette traitreuse façon d'agir de la part de la population civile anglaise, est semblable à celle des habitants de la Belgique. Le dirigeable avait le droit de se défendre et les dirigeables continueront de se défendre contre les attaques des francs-tireurs, même quand ils survoleront le sol sacré de l'Angleterre. Depuis six mois, nous avons été habitués à voir la Grande-Bretagne violer la loi internationale et une nouvelle violation ne nous surprend pas. Les dirigeables allemands réclameront demain comme ils réclament aujourd'hui le droit de se défendre. »

Cette transposition des responsabilités est admirable : L'empereur d'Allemagne veut et fait la guerre. C'est de la faute de l'empereur de Russie et de la perfide Albion, qui, cependant, ne déclare la guerre que le 4 août après la violation de la Belgique. Les armées allemandes violent la neutralité du Luxembourg et de la Belgique. C'est de leur faute. Des zeppelins lancent des bombes qui tuent des femmes et des enfants. C'est de la faute des Anglais qui ne les ont pas laissé effectuer tranquillement leur vol au-dessus de la Grande-Bretagne.

Mais de quel crimes se sont rendus coupables les navires neutres

coulés par les sous-marins? Le *Teal*, petit navire à vapeur, ayant un chargement de sucre, de beurre et d'œufs qui avait quitté Amsterdam, le 23 mars, a reçu pendant trois quarts d'heure, des bombes, des flèches et a été mitraillé par un taube sur lequel son équipage n'avait cependant pas tiré.

Quel crime avait commis le navire hollandais le *Medea* qui, en fait de contrebande de guerre, transportait des oranges?

Mais qu'importe? Quiconque ne se résigne pas aux actes des Allemands mérite la mort.

M. Lujo Brentano s'étonne que nous ayons légèrement montré le côté ridicule du Kaiser prétendant incarner son vieux Dieu qui rappelait plus Odin que Jésus. Il en fait un protecteur spécial de la famille Hohenzollern, avec laquelle il lui attribue des rapports personnels. Dans ses soupers de Postdam, Frédéric II aurait bien ri du mystagogue féroce qu'il a pour successeur.

M. Brentano prétend que si l'Amérique n'est pas enthousiasmée des hauts faits de l'empire allemand, c'est parce qu'elle n'obtient ses informations que de l'Angleterre. Cependant, l'ambassadeur allemand M. de Bernstorf et M. Dernburg lui en ont fourni d'abondants, et le gouvernement des Etats-Unis vient de constater, à la suite d'une enquête, que les Allemands inséraient dans les dépêches de leur attaché militaire, le major Langhorme, des informations fausses. (*Le Temps* du 27 mars.)

M. Lujo Brentano se fâche parce que nous avions supposé qu'il avait signé le manifeste sur injonction. Il veut y avoir adhéré librement. Néanmoins, il fait une réserve : « Je n'ai pas rédigé l'appel des quatre-vingt-treize, c'est bien vrai. Il se peut bien que j'eusse formulé autrement l'une ou l'autre phrase. » Mais il ajoute qu' « il se sent d'accord avec tous les autres signataires » pour maintenir les affirmations suivantes :

« Il n'est pas vrai que l'Allemagne ait provoqué cette guerre... » Et les documents mêmes publiés par l'Allemagne prouvent le contraire.

« Il n'est pas vrai que nous ayons violé criminellement la neutralité de la Belgique. » Et M. de Bethmann-Hollweg a lui-même reconnu le fait, le 4 août : « nécessité n'a pas de loi ».

« Il n'est pas vrai que nos soldats aient porté atteinte à la vie ou aux biens d'un seul citoyen belge sans y avoir été forcés par la dure nécessité d'une défense légitime. »

Et de toutes parts, surgissent les spectres des malheureux assassinés sans motifs par les hordes allemandes, en Belgique et en France.

« Il n'est pas vrai que nos troupes aient brutalement détruit Louvain... » Cela veut-il dire qu'elles l'ont détruit délicatement?

« Il n'est pas vrai que nous fassions la guerre au mépris du droit des gens... »

Or, voici quelques-uns des articles de la Convention de la Haye, du 18 octobre 1907, signée par l'Allemagne elle-même.

Art. 2. — La population d'un territoire non occupé qui, à l'approche de l'ennemi, prend spontanément les armes pour combattre les troupes d'invasion sans avoir eu le temps de s'organiser conformément à l'article 1er sera considérée comme belligérante si elle porte les armes ouvertement si elle respecte les lois et coutumes de la guerre.

Art. 22. — Les belligérants n'ont pas un droit illimité quant au choix des moyens de nuire à l'ennemi.

Art. 23. — Outre les prohibitions établies par des conventions spéciales, il est notamment *interdit* :

a) D'employer du poison ou des armes empoisonnées;

b) De tuer ou de blesser par trahison des individus appartenant à la nation ou à l'armée ennemie;

c) De tuer ou de blesser un ennemi qui, ayant mis bas les armes ou n'ayant plus les moyens de se défendre, s'est rendu à discrétion ;

d) De déclarer qu'il ne sera pas fait de quartier;

e) D'employer des armes, des projectiles ou des matières propres à causer des maux superflus;

f) D'user indûment du pavillon parlementaire, du pavillon national ou des insignes militaires ct de l'uniforme de l'ennemi, ainsi que des signes distinctifs de la Convention de Genève;

g) De détruire ou de saisir des propriétés ennemies, sauf les cas où ces destructions ou ces saisies seraient impérieusement commandées par les nécessités de la guerre;

h) De déclarer éteints, suspendus ou non recevables en justice, les droits et actions des nationaux de la partie adverse.

Il est également interdit à un belligérant de forcer les nationaux de la partie adverse à prendre part aux opérations de guerre dirigées contre leur pays, même dans le cas où ils auraient été à son service avant le commencement de la guerre.

Art. 25. — Il est interdit d'attaquer ou de bombarder par quelque moyen que ce soit des villes, villages, habitations ou bâtiments qui ne sont pas défendus.

Art. 27. — Dans les sièges et bombardements, toutes les mesures nécessaires doivent être prises pour épargner, autant que possible, les édifices consacrés aux cultes, aux arts, aux sciences et à la bienfaisance, les monuments historiques, les hôpitaux et les lieux de rassemblement de malades et de blessés, à condition qu'ils ne soient pas employés en même temps à un but militaire.

Le devoir des assiégés est de désigner ces édifices ou lieux de rassemblement par des signes visibles spéciaux qui seront notifiés d'avance à l'assiégeant.

Art. 28. — Il est interdit de livrer au pillage une ville ou localité même prise d'assaut.

Art. 50. — Aucune peine collective, pécuniaire ou autre, ne pourra être édictée contre les populations à raison de faits individuels dont elles ne pourraient être considérées comme solidairement responsables.

Art. 51. — Aucune contribution ne sera perçue qu'en vertu d'un ordre écrit et sous la responsabilité d'un général en chef.

Il ne sera procédé, autant que possible, à cette perception que d'après les règles de l'assiette et de la répartition des impôts en vigueur.

Pour contribution, un reçu sera délivré aux contribuables.

Art. 53. — L'armée qui occupe un territoire ne pourra saisir que le numéraire, les fonds et les valeurs exigibles appartenant en propre à l'Etat, les dépôts d'armes, moyens de transport, magasins et approvisionnements et, en général, toute propriété mobilière de l'Etat de nature à servir aux opérations de la guerre.

Il n'est pas une seule de ces règles qui n'ait été violée par les Allemands.

« Il n'est pas vrai que la lutte contre ce qu'on appelle notre militarisme ne soit pas dirigée contre notre culture... » Non, ce n'était pas vrai à la veille de la guerre. Les étrangers, trop nombreux qui se laissaient séduire par le dogmatisme et les prétentions des représentants de la *Kultur* allemande n'avaient point la moindre velléité de s'en affranchir en engageant la lutte contre le militarisme allemand.

L'Université de Bonn a conféré le titre honorifique de docteur à M. Krupp et à M. Ransenbeger, son collaborateur, pour la construction du canon de 420 (nov. 1914).

Elle a voulu ainsi symbolyser l'identification du militarisme et de la *Kultur* intellectuelle et morale.

Les explications de M. Lujo Brentano, loin de dégager la responsabilité des signataires du manifeste, l'aggravent.

Ils se présentent au monde comme professant le mépris du droit, le mépris de l'humanité, le mépris de la vérité. Quelle autorité peuvent-ils avoir désormais ?

Il ne leur reste plus qu'un enseignement possible : la démonstration que l'éthique allemande justifie tous les mensonges et tous les crimes quand ils sont destinés à assurer la domination de l'Empire allemand sur le reste du monde.

D. BELLET

Professeur à l'Ecole libre des Sciences politiques et de l'École des Hautes Etudes commerciales

YVES GUYOT

PIÈCES ANNEXES

I. — Aux nations civilisées. — Manifeste des « kulturkrieger ».

En qualité de représentants de la science et de l'art allemands, nous soussignés, protestons solennellement devant le monde civilisé contre les mensonges et les calomnies dont nos ennemis tentent de salir la juste et bonne cause de l'Allemagne dans la terrible lutte qui nous a été imposée et qui ne menace rien de moins que notre existence. La marche des événements s'est chargée de réfuter cette propagande mensongère qui n'annonçait que des défaites allemandes. Mais on n'en travaille qu'avec plus d'ardeur à dénaturer la vérité et à nous rendre odieux. C'est contre ces machinations que nous protestons à haute voix : et cette voix est la voix de la vérité.

Il n'est pas vrai [1] que l'Allemagne ait provoqué cette guerre. Ni le peuple, ni le Gouvernement, ni l'Empereur allemand ne l'ont voulue. Jusqu'au dernier moment, jusqu'aux limites du possible, l'Allemagne a lutté pour le maintien de la paix. Le monde entier n'a qu'à juger d'après les preuves que lui fournissent les documents authentiques. Maintes fois, pendant son règne de vingt-six ans, Guillaume II a sauvegardé la paix, fait que maintes fois nos ennemis mêmes ont reconnu. Ils oublient que cet empereur, qu'ils osent comparer à Attila, a été pendant de longues années l'objet de leurs railleries provoquées par son amour inébranlable de la paix. Ce n'est qu'au moment où il fut menacé d'abord et attaqué ensuite par trois grandes puissances en embuscade, que notre peuple s'est levé comme un seul homme.

Il n'est pas vrai que nous ayons violé criminellement la neutralité de la Belgique. Nous avons la preuve irrécusable que la France et l'Angleterre, sûres de la connivence de la Belgique, étaient résolues à violer elles-mêmes cette neutralité. De la part de notre patrie, c'eût été commettre un suicide que de ne pas prendre les devants.

Il n'est pas vrai que nos soldats aient porté atteinte à la vie ou aux biens d'un seul citoyen belge sans y avoir été forcés par la dure nécessité d'une défense légitime. Car, en dépit de nos avertissements, la population n'a cessé de tirer traîtreusement sur nos troupes, a mutilé des blessés et a égorgé des médecins dans l'exercice de leur profession charitable. On ne saurait commettre d'infamie plus grande que de passer sous silence les atrocités de ces assassins et d'imputer à crime aux Allemands la juste punition qu'ils se sont vus forcés d'infliger à des bandits.

Il n'est pas vrai que nos troupes aient brutalement détruit Louvain. Perfidement assaillis dans leurs cantonnements par une population en fureur, ils ont dû, bien à contre-cœur, user de représailles et canonner une partie de la ville. La plus grande partie de Lou-

---

1. Souligné dans le texte, comme dans tous les alinéas suivants.

vain est restée intacte. Le célèbre Hôtel de Ville est entièrement conservé: au péril de leur vie, nos soldats l'ont protégé contre les flammes. — Si, dans cette guerre terrible, des œuvres d'art ont été détruites ou l'étaient un jour, voilà ce que tout Allemand déplorera certainement. Tout en constatant d'être inférieurs à aucune autre nation dans notre amour de l'art, nous refusons énergiquement d'acheter la conservation d'une œuvre d'art au prix d'une défaite de nos armes.

Il n'est pas vrai que nous fassions la guerre au mépris du droit des gens. Nos soldats ne commettent ni actes d'indiscipline ni cruautés. En revanche, dans l'Est de notre patrie, la terre boit le sang des femmes et des enfants massacrés par les hordes russes, et sur les champs de bataille de l'Oise, les projectiles dums-dums de nos adversaires déchirent les poitrines de nos braves soldats. Ceux qui s'allient aux Russes et aux Serbes, et qui ne craignent pas d'exciter des Mongols et des nègres contre la race blanche, offrant ainsi au monde civilisé le spectacle le plus honteux qu'on puisse imaginer, sont certainement les derniers qui aient le droit de prétendre au rôle de défenseurs de la civilisation européenne.

Il n'est pas vrai que la lutte contre ce qu'on appelle notre militarisme ne soit pas dirigée contre notre culture, comme le prétendent nos hypocrites ennemis. Sans notre militarisme, notre civilisation serait anéantie depuis longtemps. C'est pour la protéger que ce militarisme est né dans notre pays, exposé comme nul autre à des invasions qui se sont renouvelées de siècle en siècle. L'armée allemande et le peuple allemand ne font qu'un. C'est dans ce sentiment d'union que fraternisent aujourd'hui 60 millions d'habitants sans distinction de culture, de classe ni de parti.

Le mensonge est l'arme empoisonnée que nous ne pouvons arracher des mains de nos ennemis. Nous ne pouvons que déclarer à haute voix devant le monde entier qu'ils rendent un faux témoignage contre nous. A vous qui nous connaissez et qui avez été, comme nous, les gardiens des biens les plus précieux de l'humanité, nous crions:

Croyez-nous! Croyez que dans cette lutte nous irons jusqu'au bout en peuple civilisé, en peuple auquel l'héritage d'un Gœthe, d'un Beethoven et d'un Kant est aussi sacré que son sol et son foyer. Nous vous en répondons sur notre nom et sur notre honneur.

Ont signé : Adolf von Bæyer, Excellence, professeur de chimie à Munich. — Professeur Peter Behrens, à Berlin. — Emil von Behring, Excellence, professeur de médecine à Marbourg. — Wilhelm von Bode, Excellence, directeur général des musées royaux de Berlin. — Aloïs Brandl, professeur, président de la société Shakespeare, à Berlin. — Lujo Brentano, professeur d'économie nationale à Munich. — Professeur Justus Brinkmann, directeur du musée de Hambourg. — Johannès-Ernst Conrad, professeur d'économie nationale à Halle. — Franz von Defregger, à Munich. — Richard Dehmel, à Hambourg. — Adolf Deissmann, professeur de théologie protestante à Berlin. — Professeur Friedrich-Wilhelm Dœrpfeld, à Berlin. — Friedrich von Duhn, professeur d'archéologie à Heidelberg. — Professeur Paul Ehrlich, Excellence, à Franc-

fort-sur-le-Mein. — Albert Ehrhard, professeur de théologie catholique à Strasbourg. — Carl Engler, Excellence, professeur de chimie à Carlsruhe. — Gerhard Esser, professeur de théologie catholique à Bonn. — Rudolf Eucken, professeur de philosophie à Iéna. — Herbert Eulenberg, à Kaiserswerth. — Heinrich Finke, professeur d'histoire à Fribourg. — Emil Fischer, Excellence, professeur de chimie à Berlin. — Wilhelm Fœrster, professeur d'astronomie à Berlin. — Ludwig Fulda, à Berlin. — Eduard von Gebhardt, à Dusseldorf. — J.-J. de Groot, professeur d'ethnographie à Berlin. — Fritz Haber, professeur de chimie à Berlin. — Ernst Hæckel, Excellence, professeur de zoologie à Iéna. — Max Halbe, à Munich. — Professeur Gustav-Adolf von Harnack, directeur général de la Bibliothèque royale de Berlin. — Gerhart Hauptmann, à Agnetendorf. — Karl Hauptmann (Schreiberbau). — Gustav Hellmann, professeur de météorologie. — Wilhelm Herrmann, professeur de théologie protestante, à Marbourg. — Andreas Heusler, professeur de philologie norvégienne. — Adolf von Hildebrand, à Munich. — Ludvig Hoffmann, architecte municipal, à Berlin. — Engelbert Humperdinck, à Berlin. — Léopold, comte Kalckreuth, président de la Ligue allemande des artistes, à Eddelsen. — Arthur Kampf, à Berlin. — Fritz-August von Kaulback, à Munich. — Theodor Kipp, professeur de jurisprudence, à Berlin. — Félix Klein, professeur de mathématiques, à Gœttingue. — Max Klinger, à Leipzig. — Aloïs Knœpfler, professeur d'histoire ecclésiastique, à Munich. — Anton Koch, professeur de théologie catholique, à Tubingue. — Paul Laband, Excellence, professeur de jurisprudence, à Strasbourg. — Karl Lamprecht, professeur d'histoire, à Leipzig. — Philipp Lebard, professeur de physique, à Heidelberg. — Maximilian Lenz, professeur d'histoire, à Hambourg. — Max Liebermann, à Berlin. — Franz von Listz, professeur de jurisprudence, à Berlin. — Ludwig Manzel, président de l'Académie des Arts de Berlin. — Joseph Mausbach, professeur de théologie catholique, à Munster. — Georg von Mayr, professeur de sciences politiques, à Munich. — Sebastian Merkle, professeur de théologie catholique, à Wurzbourg. — Eduard Meyer, professeur d'histoire, à Berlin. — Heinrich Morf, professeur de philosophie romane, à Berlin. — Friedrich Naumann, à Berlin. — Albert Neisser, professeur de médecine, à Breslau. — Walther Nernst, professeur de physique, à Berlin. — Wilhelm Ostwald, professeur de chimie, à Leipzig. — Bruno Paul, directeur de l'Ecole d'art industriel de Berlin. — Max Planck, professeur de physique, à Berlin. — Albert Plohn, professeur de médecine, à Berlin. — Georg Reicke, à Berlin. — Professeur Max Reinhardt, directeur du Théâtre-Allemand, à Berlin. — Aloïs Riehl, professeur de philosophie, à Berlin — Karl Robert, professeur d'archéologie, à Halle. — Wilhelm Rœntgen, Excellence, professeur de physique, à Munich. — Max Rubner, professeur de physique, à Berlin. — Fritz Schaper, à Berlin. — Adolf von Schlatter, professeur de théologie protestante, à Tubingue. — August Schmidlin, professeur d'histoire ecclésiastique, à Munster. — Gustav von Schmoller, Excellence, professeur d'économie, à Berlin. — Reinhold Seeberg, professeur de théologie protestante, à Berlin. — Martin Spahn, professeur d'histoire, à

Strasbourg. — Franz von Stuck, à Munich. — Hermann Sudermann, à Berlin. — Hans Thoma, à Carlsruhe. — Wilhelm Trubner, à Carlsruhe. — Karl Vollmœller, à Stuttgart. — Richard Voss (Berchtesgaden). — Karl Vossler, professeur de philologie romane, à Munich. — Siegfried Wagner, à Bayreuth. — Wilhelm Waldeyer, professeur d'anatomie, à Berlin. — August von Wassermann, professeur de médecine, à Berlin. — Félix von Weingartner. — Théodor Wiegand, directeur du musée de Berlin. — Wilhelm Wien, professeur de physique, à Wurzbourg. — Ulrich von Wilamowitz-Mœllendorff, Excellence, professeur de philologie, à Berlin. — Richard Willsttæter, professeur de chimie, à Berlin. — Wilhelm Windelband, professeur de philosophie, à Heidelberg. — Wilhelm Wundt, Excellence, professeur de philosophie, à Leipzig.

II. — Procédés de guerre allemands.

Le Manifeste des quatre-vingt-treize, dont M. L. Brentano a pris sa part de responsabilité, dit : « Il n'est pas vrai que nous fassions la guerre au mépris du droit des gens. »

Voici une nouvelle réponse toute récente à cette audacieuse affirmation : et elle est empruntée à un journal allemand que doit connaître M. Brentano.

Le *Journal de Genève* du 10 décembre a publié une traduction des *Müncher Neueste Nachrichten* du 7 octobre. Un officier allemand, le premier lieutenant E. Eberlein — son nom mérite de demeurer gravé dans la mémoire des hommes — raconte en ces termes l'occupation de Saint-Dié à la fin d'août.

Le *Journal de Genève* garantit la fidélité de la traduction :

... Mais nous avons arrêté trois autres civils et alors me vient une bonne idée. Ils sont installés sur des chaises et on leur signifie d'avoir à aller s'asseoir au milieu de la rue. Supplications d'une part, quelques crosses de fusil d'autre part. On devient peu à peu terriblement dur. Enfin ils sont assis dehors, dans la rue. Combien de prières angoissées ont-ils dites, je l'ignore, mais leurs mains sont continuellement jointes comme dans une crampe.

Je les plains, mais le moyen est d'une efficacité immédiate.

Le tir dirigé des maisons sur nos flancs diminue aussitôt, et nous pouvons maintenant occuper la maison en face et sommes ainsi les maîtres de la rue principale. Tout ce qui se montre encore dans la rue est fusillé. L'artillerie, elle aussi, a travaillé vigoureusement pendant ce temps, et lorsque vers sept heures du soir, la brigade s'avance à l'assaut pour nous délivrer, je puis faire le rapport : « Saint-Dié est vide d'ennemis. »

Comme je l'ai appris plus tard, le régiment de réserve... qui est entré à Saint-Dié plus au nord a fait des expériences tout à fait semblables aux nôtres. Les quatre civils qu'il avait également fait asseoir dans la rue ont été tués par les balles françaises.

Je les ai vus moi-même étendus au milieu de la rue près de l'hôpital.

Le *Journal de Genève* ajoute :

« Comment un grand journal allemand peut-il imprimer un pareil récit sans protester et sans demander que ces officiers passent en conseil de guerre? »

Nous demandons à M. Brentano s'il est toujours prêt à contresigner le paragraphe : « Il n'est pas vrai que nous fassions la guerre au mépris du droit des gens. »

III. — La justice austro-hongroise.

M. Brentano, dans sa lettre, nous renvoie au procès relatif à l'attentat de Sarajevo. Nous n'en connaissons pas les détails et ne pouvons le discuter: mais une chose nous frappe. Les principaux auteurs, Princep, qui a tué l'archiduc et sa femme, Cabrinovic, qui a lancé des bombes, sont condamnés à l'encellulement, tandis que les complices sont condamnés à mort. Ce fait prouve que la justice austro-hongroise a des procédés qui la distinguent des justices ordinaires.

Aussi lorsque M. Brentano nous dit : « Le procès des assassins de l'archiduc a prouvé que le crime a été préparé en Serbie avec connaissance des autorités serbes », nous saurions d'autant moins partager sa confiance que des précédents, comme le procès de Zagreb en 1907, comme le procès intenté au docteur Friedjung sont de nature à inspirer de la méfiance.

Le compte rendu du procès du docteur Friedjung a été publié en détail par R. W. Seton Walson, dans son livre : *Southern slave question*. Nous en empruntons le résumé à la traduction du remarquable ouvrage de M. Henry Wickam Steed: *la Monarchie des Habsbourg* (A. Colin, édit.) M. H. W. Steed a été pendant dix ans correspondant du *Times* à Vienne. Son livre est celui d'un observateur qui ne se place qu'au point de vue objectif. Les faits du procès du docteur Friedjung sont démontrés. M. Brentano doit les connaître. Si sa confiance dans la justice austro-hongroise y a résisté, c'est une preuve qu'il ne suffit pas d'être docteur en droit pour apprécier à leur valeur ses pratiques.

La tendance des juges à conformer leur attitude aux exigences supposées de l'Etat a été rarement illustrée d'une manière plus frappante que durant le fameux procès Friedjung en décembre 1909. Le procès avait pour origine la poursuite de l'historien autri-

chien, docteur Friedjung, par la majorité de la coalition serbo-croate à la diète de Croatie, qui lui reprochait les affirmations calomnieuses d'un article publié par lui dans la *Neue Freie Presse* du 25 mars 1909. L'article était basé sur des documents secrets fournis au docteur Friedjung par le ministère des Affaires étrangères austro-hongrois et était destiné, dans la pensée du ministre, comte d'Aerenthal, à être à la fois une fanfare de guerre contre la Serbie, et un acte d'accusation contre divers politiciens serbo-croates dénoncés comme entretenant un commerce de trahison avec la Serbie. Dans le cas où la guerre eût éclaté, il est hors de doute que, sur la foi de ces documents secrets, les leaders croates et serbes de la Monarchie auraient été jugés par une cour martiale et exécutés; mais la Russie, en acceptant l'ultimatum allemand présenté à Saint-Pétersbourg le 24 mars 1909, écarta le danger de guerre, et dès lors l'article du docteur Friedjung, publié le 25, devenait un acte surérogatoire. Dans d'autres circonstances, l'article aurait passé pour une révélation patriotique, et l'authenticité des documents sur lesquels il reposait aurait été d'autant moins mise en question que la plupart des personnages contre lesquels il était dirigé auraient été exécutés ou en fuite. Mais, la paix se trouvant maintenue, il devenait loisible à ces mêmes personnages d'examiner les charges portées contre eux et d'en démontrer l'inanité. La coalition serbo-croate, en corps, poursuivit donc le docteur Friedjung, tandis que son chef, M. Supilo, et d'autres membres, que le docteur Friedjung avait nominativement accusés de trahison par corruption, engagèrent des poursuites individuelles.

La question en litige était de savoir si une conspiration serbo-croate contre la monarchie avait été organisée, avec l'aide du gouvernement serbe, par l'intermédiaire d'une société d'étudiants serbes appelée la Slovenski-Jug (le Midi slave) et si les documents fournis par le ministre des Affaires étrangères austro-hongrois au docteur Friedjung, qui se présentaient comme des protocoles des séances secrètes de la société des Slovenski-Jug, étaient, oui ou non, authentiques. Un grand intérêt s'attachait au procès, à la fois à cause de la lumière qu'on s'attendait à lui voir projeter sur la politique de l'Autriche-Hongrie à l'égard de la Serbie et des Serbo-Croates, ou des Slaves du Sud en général et parce que les ambassadeurs austro-hongrois avaient reçu des instructions pour informer les gouvernements étrangers que la monarchie avait été poussée par cette prétendue conspiration serbo-croate à annexer les provinces de Bosnie et d'Herzégovine. En fait, les vrais défendeurs dans l'affaire n'étaient pas tant le docteur Friedjung et ses associés que le ministère des Affaires étrangères austro-hongrois et son service secret. Le docteur Friedjung n'était qu'un instrument. Sa réputation d'historien avait été utilisée par le comte d'Aerenthal pour donner du poids et une apparence de respectabilité à un acte peu scrupuleux de dénonciation politique. Si l'Autriche avait possédé un corps judiciaire habitué à placer les intérêts de la justice au-dessus des intérêts supposés de l'Etat, le procès Friedjung eût tourné au crédit de la monarchie, et accru son prestige dans le monde slave du Sud. Quelques menus diplomates et leurs agents douteux eussent été punis, le ministère des

Affaires étrangères austro-hongrois se fût trouvé convaincu de légèreté d'esprit et de négligence, mais l'impartialité de la justice autrichienne, aurait été si hautement affirmée que son nom eût éveillé des échos de sympathie en Europe et dans les Balkans. Malheureusement il ne devait pas, il ne pouvait pas en être ainsi. Un corps judiciaire dressé à être un instrument des ministres ne saurait prendre en main à la dernière heure la protection des plus hauts intérêts de l'Etat. On fit choix, pour présider le tribunal, d'un homme sur qui « on pouvait compter », on composa le jury des « patriotes » les plus fanatiques, ceux de l'école des « noirs et jaunes », et on organisa d'avance un plan de campagne avec les défendeurs en vue d'écraser les plaignants. Le juge ne mit aucun délai à révéler son attitude. Il permit aux défendeurs de haranguer le jury d'un ton ultra patriotique pendant deux jours et de placer sous les yeux de la cour des copies imprimées — mais non pas les originaux — de leurs « documents » secrets, avant que les plaignants ou leurs conseils eussent été mis en mesure d'exposer leur cas ou de soumettre les défendeurs au contre-examen. De faux témoins ayant été cités à l'effet de discréditer la coalition serbo-croate dans la personne de son chef, M. Supilo, la presse semi-officielle fut lâchée, avant qu'il eût pu faire entendre sa défense et le représenta comme un « cadavre politique qui pendait, les os broyés, de l'arbre de justice ». Mais en Autriche, comme partout, les plans les mieux établis sont exposés à aller de travers. La publication dans la presse des « documents » du docteur Friedjung, présentés comme les protocoles de la société Slovenski-Jug, amena soudain de Belgrade un professeur d'Université, le docteur Bozo Markovitch, président de la Slovenski-Jug elle-même. Voyant son nom accolé à une quantité de fantastiques protocoles secrets et de comptes pour des versements d'argent à M. Supilo et à d'autres, il vint spontanément à Vienne pour informer la Cour que, durant les semaines où, suivant ces documents, il aurait été occupé à présider des meetings de conspirateurs à Belgrade, il se trouvait en réalité à Berlin, où il suivait des cours de jurisprudence et fréquentait chez d'éminents professeurs de droit. Cet alibi, que la police de Berlin eut la mauvaise grâce de confirmer dans tous ses détails, faisait un trou fâcheux dans le procès du docteur Friedjung. Il y eut de nouveaux accrocs quand le sous-secrétaire d'Etat des Affaires étrangères de Serbie, M. Spalaikovitch, que le docteur Friedjung avait également dénoncé, entreprit de démontrer que les numéros, les dates et le contenu des dépêches secrètes que le docteur Friedjung avait également dénoncé, entreprit de démontrer que les hongrois aux archives serbes des Affaires étrangères et remises en place, après avoir été photographiées, étaient faux et fantaisistes, et quand il fut prouvé que toutes les circonstances mentionnées dans la fausse accusation portée contre M. Supilo étaient des inventions criminelles. Soutenu par le juge et le jury, le docteur Friedjung, dont la vanité d' « historien scientifique » l'emportait sur son bon sens, lutta pendant des jours contre le poids de l'infortune, jusqu'à ce que le juge, qui avait eu vent de l'effet produit dans les sphères du gouvernement par le désastre des « documents », changea soudain d'attitude et prit l'initiative

d'un « règlement honorable ». Transformant son parti pris d'intimidation en une bienveillance pacifique, il laissa aux plaignants toute latitude d'exposer leur cas et de prouver, à la fois, combien étaient improbables en elles-mêmes et dépourvues de fondement en fait les charges portées contre eux. Finalement, sous la pression du gouvernement, l'affaire fut « arrangée » par un échange de déclarations entre les défendeurs et les plaignants : le comte d'Aerenthal déclara à un visiteur qu'il n'avait jamais cru à l'authenticité des documents et l'organe officiel du ministère des Affaires étrangères étonna le monde diplomatique en assurant que la politique étrangère austro-hongroise n'avait jamais été influencée par aucune croyance dans l'existence d'une conspiration serbo-croate! L'effet produit ainsi sur le prestige austro-hongrois dans le monde slave du Sud, on peut l'imaginer.

Les *leaders* serbo-croates, qui sentaient qu'ils devaient la vie au hasard et leur réputation à l'intrépide honnêteté d'un jeune professeur serbe, travaillèrent néanmoins à découvrir la véritable source des fameux « documents ». Avec l'aide du professeur Masaryk, un savant tchèque, ou plutôt slovaque, de la plus haute probité scientifique et morale, ils réussirent à prouver, au bout d'une année, que la plupart de ces documents, sinon tous, avaient été fabriqués et photographiés à la demande et dans la maison d'un membre de la Légation austro-hongroise à Belgrade, et envoyés de là au ministère des Affaires étrangères austro-hongrois et dans d'autres milieux influents. L'original de cette fabrication, trouvé entre les mains d'un faussaire, un mauvais garnement serbe, nommé Vasitch, se trouvait avoir près de 1 mètre de long sur 37 centimètres de large, — dimension singulièrement encombrante pour les protocoles d'une société d'étudiants conspirateurs, mais qui va fort bien avec les besoins de la photographie et correspondait exactement aux trous laissés par les « punaises » dans la porte de la chambre d'huissier, à la Légation austro-hongroise, où les « documents » avaient été fixés après leur fabrication afin d'être photographiés. — Vasitch, le faussaire, qui avait été employé par un membre de la Légation austro-hongroise à Belgrade, fut poursuivi par le gouvernement serbe pour haute trahison et condamné à quinze années de travaux forcés.

C'est un trait caractéristique des affaires publiques en Autriche qu'un fiasco aussi retentissant que le procès Friedjung et un scandale aussi honteux qu'en fut la suite n'aient pas amené de changements ni de réformes. Il n'y eut pas de fonctionnaires frappés publiquement après le procès. Le juge, dont la conduite aurait été considérée, dans la plupart des autres pays, comme compromettant la réputation de la magistrature, reçut peu après de l'avancement et vient de mourir entouré de l'estime générale. La position du ministre des Affaires étrangères, comte d'Aerenthal, ne fut pas sensiblement ébranlée ni par le procès lui-même, ni par l'exposé que fit le professeur Masaryk aux délégations sur l'origine des faux documents. Une fois de plus se trouve vérifiée la justesse du principe de Kürnberger, que le meilleur moyen de consolider la position de fonctionnaires coupables est de les dénoncer publiquement, parce que le scandale engage l'amour-propre de toute

la bureaucratie et lui fait un point d'honneur de ne pas laisser triompher des influences non officielles. A vrai dire, il y eut bien finalement quelques employés déplacés. Le fonctionnaire chargé du bureau de la presse au ministère des Affaires étrangères, qui avait dès le début exprimé des doutes sur l'authenticité des documents, fut mis à la retraite, soi-disant pour n'avoir pas su arrêter la publication de l'article du docteur Friedjung dans la *Neue Freie Presse* au dernier moment, quand les circonstances avaient rendu sa publication intempestive; et le ministre d'Autriche-Hongrie à Belgrade fut transféré à une petite capitale allemande, — d'où on le rappela, dès que le scandale fut un peu oublié, pour en faire un chef de section au ministère des Affaires étrangères. Mais ces mesures ne furent guère remarquées du grand public, qui était et qui est encore trop indifférent aux affaires de ce genre, ou peut-être trop conscient de sa propre impuissance, pour se préoccuper beaucoup des causes premières et des effets subséquents. Comme l'a remarqué un écrivain satirique: « Quand la presse criait: « L'Autriche est menacée par la conspiration serbe croate », la foule répondait: « Vraiment! » et quand la presse déclarait un instant après « que l'Autriche n'était pas du tout en danger », la foule répondait: « Ah! vraiment! en vérité! »

H. W. Steed.

N. B. — Nous demandons à M. L. Brentano de lire le rapport de la commission d'enquête publié dans le *Journal officiel* du 8 janvier. Nous serions curieux de connaître les réflexions qu'il lui inspirera.

Author

Title, Le Manifeste des "Kulturkrieger (Journal des Economistes, extrait)

DATE.	NAME OF BORROWER.